



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DES  
HAUTS-DE-FRANCE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'OISE

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP812282390**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Oise

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Oise le 31 mai 2017 par Madame MARTINE CORNET en qualité de responsable, pour l'organisme CORNET MARTINE dont l'établissement principal est situé 41 IMPASSE MARINET LA NEUVILLE SUR AUNEUIL 60390 AUNEUIL et enregistré sous le N° SAP812282390 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Assistance informatique à domicile
- Assistance administrative à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.(31/05/2017)

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 26 juillet 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
P/L.e Directeur de l'Unité Départementale de  
l'Oise,  
la Responsable du Pôle Insertion  
Développement de l'Emploi,

Nathalie DRUJIN

-82



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DES  
HAUTS-DE-FRANCE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'OISE

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP830245122**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Oise

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Oise le 27 juin 2017 par Monsieur SERGE TALLEUX en qualité de GERANT, pour l'organisme MADO dont l'établissement principal est situé 4 rue Arnaud Bisson 60430 NOAILLES et enregistré sous le N° SAP830245122 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Soins d'esthétique à domicile des personnes dépendantes
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Livraison de repas à domicile.
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Assistance informatique à domicile
- Soins et promenade d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage)
- Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Téléassistance et visioassistance
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques)
- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)
- Coordination et délivrance des services à la personne

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

-82

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail. (à savoir le 27/06/2017)

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

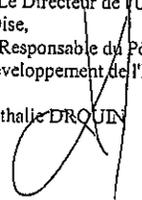
L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 27 Juillet 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
P/Le Directeur de l'Unité Départementale de  
l'Oise,  
la Responsable du Pôle Insertion  
Développement de l'Emploi,

Nathalie DROUIN



Direction Régionale  
des Entreprises,  
de la Concurrence,  
de la Consommation,  
du Travail, et  
de l'Emploi des  
Hauts-De-France  
Unité départementale de l'Oise



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Affaire suivie par Franciane  
Quignon  
Téléphone : 03 44 06 26 66  
Télécopie : 03 44 06 26 45

**DIRECCTE Hauts-De-France**  
**Unité départementale de l'Oise**

**Récépissé de déclaration**  
**d'un organisme de services à la personne**  
**enregistré sous le N° SAP793554718**  
**N° SIREN 793554718**  
**et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du**  
**code du travail**

**MODIFICATIF**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu le récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 18 Avril 2016 délivré à l'entreprise QUENNEHEN Guylaine,

Vu le changement d'adresse du siège social de l'entreprise au 01 Juillet 2017,

Le préfet de l'Oise

**Constate**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Oise le 17 mars 2016 par Mademoiselle Guylaine QUENNEHEN en qualité de RESPONSABLE, pour l'organisme QUENNEHEN GUYLAINE dont l'établissement principal est situé 17 Rue Yves MARECHAL 60120 BACOUEL et enregistré sous le N° SAP793554718 pour les activités suivantes :

- Cours particuliers à domicile (cours de sport)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 27 Juillet 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
P/Lc Directeur de l'Unité Départementale de l'Oise,  
la Responsable du Pôle Insertion Développement de l'Emploi,

Nathalie DROUIN



PRÉFET DE L'OISE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DES  
HAUTS-DE-FRANCE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'OISE*

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP813946670**

**Modificatif**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu le récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne délivré en date du 28 Octobre 2015 ;

Vu le changement d'adresse du siège social de l'entreprise MARQUAILLE AUDE ;

Vu la demande en date du 28 Juin 2017 d'une nouvelle prestation ;

**Le préfet de l'Oise**

**Constata :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Oise le 28 juin 2017 par Madame Aude MARQUAILLE en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme MARQUAILLE AUDE dont l'établissement principal est situé 3 RUE DU MARAIS 60940 CINQUEUX et enregistré sous le N° SAP813946670 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :**

- Livraison de courses à domicile
- Soins et promenade d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilette)
- Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire
- Assistance administrative à domicile
- **Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante ( à compter du 28 Juin 2017)**

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

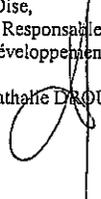
L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 27 Juillet 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
P/Le Directeur de l'Unité Départementale de  
l'Oise,  
la Responsable du Pôle Insertion  
Développement de l'Emploi,

Nathalie DROUIN



**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA  
CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI HAUTS-DE-FRANCE**

**DECISION UNITE DEPARTEMENTALE DE L'OISE n° 2017-T-O-03**

portant subdélégation de signature de Monsieur Marc PILLOT, Directeur de l'unité départementale de l'Oise de la DIRECCTE Hauts-de-France dans le cadre de compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail et du code rural et de la pêche maritime à Madame Nathalie DROUIN, Directrice adjointe du travail et à Madame Laetitia CRETON, Directrice du Travail.

Le Directeur de l'unité départementale de l'Oise de la DIRECCTE Hauts-de-France ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R.8122-1 et 2 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 2017 portant nomination de Madame Michèle LAILLER BEAULIEU sur l'emploi de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Hauts de France, à compter du 1er septembre 2017,

Vu l'arrêté interministériel du 16 août 2016, portant nomination de Monsieur Marc PILLOT, sur l'emploi de Directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord-Pas-de-Calais Picardie chargé des fonctions de Responsable de l'unité départementale de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2016 portant organisation de la direction régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nord-Pas-de-Calais Picardie ;

Vu la décision DIRECCTE HAUTS-DE-FRANCE N° 2017-T-O-03 du 4 septembre 2017 portant délégation de signature de Madame Michèle LAILLER BEAULIEU, Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Hauts-de-France dans le cadre de compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail et du code rural de la pêche maritime à Monsieur Marc PILLOT, Responsable de l'unité départementale de l'Oise ;

**DECIDE:**

**Article 1er :** Subdélégation de signature est donnée à Madame Nathalie DROUIN, directrice adjointe du travail et à Madame Laetitia CRETON, directrice du travail, à l'effet de signer au nom du directeur de l'unité départementale de l'Oise de la DIRECCTE Hauts-de-France, toutes les décisions mentionnées dans le tableau mis en annexe 1 dans les limites du ressort territorial de l'Oise.

**Article 2 :** La décision Unité départementale de l'Oise n° 2017-T-O-02 du 19 juin 2017 est abrogée.

**Article 3 :** Le Directeur de l'Unité départementale de l'Oise et les délégataires désignées sont chargées, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Oise.

Beauvais, le 8 septembre 2017.

Le Directeur de l'unité départementale de l'Oise

Marc PILLOT.

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du code de justice administrative la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

**Annexe 1 : Décisions et actes administratifs visés à l'article 1**

Décisions et actes administratifs issus du code du travail	Articles d'ordre législatif	Articles réglementaires
<b>Ruptures conventionnelles</b> Homologation et refus d'homologation de la rupture conventionnelle du contrat de travail	L. 1237-14	R 1237-3
<b>Groupements d'employeurs</b> Opposition à l'exercice de l'activité du groupement d'entreprise	L.1253-17	D. 1253-4 D. 1253-7 à D.1253-11
Demande d'agrément du groupement d'employeurs		R. 1253-19
Demande de changement de convention collective par l'autorité administrative		R.1253-26
Cas de mise fin à l'agrément par l'autorité administrative		R 1253-27
<b>Négociation collective</b> Enregistrement des conventions et accords collectifs de travail, des procès-verbaux de désaccord et des plans d'action du code du travail et du code de la sécurité sociale		D 2231-2 à 2231-9  R 138-33
Enregistrement des accords d'intéressement et de participation et des plans d'épargne d'entreprise du code du travail	L.3313-3 L.3323-4 L.3332-9	D3313-4 D3323-7 D 3332-6
<b>Contrats de génération</b> Enregistrement des accords et plans d'action	L.5121-12	R 5121-29
Observations, décisions de conformité et de non-conformité	L.5121-13	R 5121-32
Mises en demeure de régulariser la situation, de compléter l'accord collectif ou le plan d'action, de transmettre ou compléter le document d'évaluation	L.5121-14 alinéa 1 L.5121-15 alinéa 2	R 5121-37 R 5121-38 D 5121-27 R 5121-33
<b>Institutions représentatives du personnel</b>		
Autorisation de suppression du mandat de délégué syndical	L.2143-11	R 2143-6
Décision de mise en place de délégué de site	L.2312-5	R 2312-1
Répartition du personnel dans les collèges électoraux et répartition des sièges entre les catégories de personnel pour les élections de délégués du personnel et celles de membres de comités d'entreprises	L.2314-11 L.2324-13	R 2314-6 R 2327-3
Reconnaissance du caractère d'établissements distinct pour les élections de délégués du personnel, des membres de comité d'entreprise et du comité central d'entreprise	L.2314-31 L.2322-5 L.2327-7	R 2312-2 R 2322-1
Affectation des biens du comité d'entreprise en cas de cessation d'activité de l'entreprise		R 2323-39
Répartition des sièges au comité de groupe	L.2333-4	R 2332-1
<b>Mesures de l'audience dans les entreprises de moins de onze salariés</b>		
Recours en modification de la liste électorale	L.2122-10-1 à L.2122-10-11	R.2122-8 à R.2122-26
<b>Durée du travail</b>		
Dérogations à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail du code du travail, et du code rural et de la pêche maritime		R 3121-23 R 713-32
Décisions individuelles de dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail		R 3121-28
Dérogations à la durée maximale moyenne du travail concernant une entreprise ou un type d'activités sur le plan départemental ou local dans le domaine agricole du code rural et de la pêche maritime		R 713-26 R 713-28

<b>HYGIENE SECURITE</b>		
Dérogations à l'interdiction de recours au contrat à durée déterminée ou au contrat de travail temporaire pour certains travaux particulièrement dangereux	L.1246-6 L.1251-10 L.4154-1	D 4164-3
Dispenses aux obligations relatives à l'accessibilité et à l'aménagement des postes de travail des travailleurs handicapés		R 4214-28
Dérogations exceptionnelles aux prescriptions techniques applicables avant exécution des travaux : voies et réseaux divers		R 4533-6
Mises en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse	L.4721-1 L.4721-2	R 4721-1
Recours sur une demande d'analyse de produits formulée par l'inspecteur du travail (application de l'article R 4722-10)		R 4723-5
Dérogations aux dispositions relatives aux contrôles techniques destinés à vérifier le respect des valeurs limites d'exposition professionnelle aux agents chimiques		R 4724-13
<b>ALTERNANCE APPRENTISSAGE</b>		
Suspension du contrat d'apprentissage, reprise et refus de reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage, interdiction et fin d'interdiction de recrutement de nouveaux apprentis et jeunes sous contrat d'insertion en alternance	L.6225-4 à L.6225-6	
Décisions relatives au retrait du bénéfice des exonérations de cotisations liées aux contrats de professionnalisation		D 6325-20
<b>TRANSACTION PENALE</b>		
Etablissement de la proposition de transaction et communication à l'auteur de l'infraction	L.8114-4 et L.8114-5	R.8114-3 à 5
Transmission au procureur de la république pour homologation de la proposition de transaction acceptée par l'auteur de l'infraction	L.8114-6	R.8114-6 alinéa 1
<b>Divers</b>		
Composition de la commission de la caisse des congés payés du bâtiment		D 3141-35
Demandes de contrôle de la comptabilité des donneurs d'ouvrage des travailleurs à domicile		R 7413-2



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté complémentaire actualisant les activités autorisées exploitées par la société HEMPEL France à Saint-Crépin-Ibouwillers et prescrivant la réalisation de travaux de dépollution sur le site

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 réglementant les activités de la société HEMPEL FRANCE HEMPEL située sur la commune de Saint-Crépin-Ibouwillers ;

Vu le dossier de cessation définitive des activités de production des peintures industrielles et de stockage de résines et solvants transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie le 13 décembre 2016 à l'appui de la déclaration de l'arrêt de l'activité de production de peintures ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 mai 2017 faisant suite à une visite d'inspection sur site le 28 mars 2017 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 9 juin 2017 ;

Vu le projet d'arrêté adressé le 30 juin 2017 à l'exploitant pour observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier ;

Vu l'absence de réponse à la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'encadrer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire l'évolution des activités du site, comme prévu par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 : Objet**

Il est donné acte à la société HEMPEL France, dont le siège et les installations sont situés 5, rue de l'Europe B.P. 30407 60111 Saint-Crépin-Ibouwillers, de la cessation de l'activité de production de peintures au sein de l'établissement.

Les prescriptions des actes antérieurs demeurent applicables sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

**Article 2 : Actualisation des activités autorisées**

La liste des installations classées figurant à l'annexe 1, article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 est remplacée par la liste suivante :

Rubrique	Capacité totale	Régime de classement	Libellé simplifié de la nomenclature ICPE	Détail des installations ou activités correspondantes avec leur capacité
4001	Installation vérifiant la règle de cumul seuil haut pour les substances et mélanges dangereux pour l'environnement	A	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnés au II de l'article R. 511-11	/
4510-1	122,06 t	A Seuil bas	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. 1. Supérieure ou égale à 100 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Produits finis : 122,06 t
4511-1	291 t	A Seuil bas	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 5011-10 : 500 t</i>	Produits finis : 291 t
2640-2.b	< 2 t/j	D	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (emploi de) : 2. Emploi La quantité de matière utilisée étant : b) Supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2 t/j	Emploi de colorants et de pigments organiques : < 2 t/j
4331-2	376,08 t	E	Liquides inflammables de catégories 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t	Produits finis : 376,08 t

Rubrique	Capacité totale	Régime de classement	Libellé simplifié de la nomenclature ICPE	Détail des installations ou activités correspondantes avec leur capacité
2925	Puissance totale : 54,1 kW	D	Accumulateurs (Ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Local chargeur situé au Nord de l'atelier de fabrication : 5 postes pour 7,3 kW, 2 postes pour 5,6 kW, 2 postes pour 1,6 kW, 1 poste pour 3,2 kW La puissance totale est : 54,1 kW

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration)

**Article 3 : Remise des diagnostics environnementaux et mémoire**

La société HEMPEL est tenue de remettre, pour l'ensemble des zones recensées et sous les délais précisés dans le tableau ci-dessous, les diagnostics environnementaux et les plans de gestion précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte-tenu du type d'usage prévu.

Zone	Diagnostic environnemental	Plan de gestion
Ancienne zone de stockage des déchets	27 octobre 2017	27 octobre 2017
Ancienne unité de distillation	27 octobre 2017	27 octobre 2017
Local des pompes	27 octobre 2017	27 octobre 2017
Parc à cuves et poste de dépotage	27 octobre 2017	27 octobre 2017

**Article 4 : Remise du dossier des ouvrages exécutés**

La société HEMPEL est tenue de remettre, avant le 25 août 2017, le dossier des ouvrages exécutés relatif aux travaux de démantèlement du parc à cuves, de la zone de dépotage et de la salle des pompes réalisés au premier trimestre 2017 sur son site sis 5 rue de l'Europe sur la commune de St-Crépin-Ibouwillers.

**Article 5 : Remise du zonage ATEX actualisé**

La société HEMPEL est tenue de remettre, avant le 25 août 2017, un zonage ATEX actualisé du site qu'elle exploite 5 rue de l'Europe sur la commune de St-Crépin-Ibouwillers.

**Article 6 : Remise d'une étude de dangers actualisée**

La société HEMPEL est tenue de remettre, avant le 29 septembre 2017, une version actualisée de l'étude de dangers du site qu'elle exploite 5 rue de l'Europe sur la commune de St-Crépin-Ibouwillers

**Article 7 : Notification et publicité de l'arrêté**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Saint-Crépin-Ibouwillers pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Saint-Crépin-Ibouwillers fait connaître par procès verbal, adressé à la direction départementale des Territoires de l'Oise - bureau de l'environnement, l'accomplissement de cette formalité.

PREFET DE L'OISE

L'arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » ([www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)), notamment au recueil des actes administratifs ([www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales](http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales)), pendant une durée minimale d'un mois.

#### Article 8 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens :

- 1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers qu'elle présente pour les intérêts protégés, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Saint-Crépin-Ibouvillers, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le - 9 AOÛT 2017

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

  
Blaise GOURTAY

#### Destinataires

- Société HEMPEL France
- M. le Maire de Saint-Crépin-Ibouvillers
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France
- M. le chef de l'unité départementale de l'Oise de la DREAL
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours
- M. le directeur régional de l'Agence régionale de santé

Arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux de la société GURDEBEKE situé au lieu-dit Château-Gautier à Moulin-sous-Touvent (60350)

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de l'environnement, notamment les titres 1<sup>er</sup> des livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;
- Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 décembre 2011 délivré à la société GURDEBEKE en vue d'exploiter un centre de regroupement, transit et un centre de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Château-Gautier à Moulin-sous-Touvent (60350) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 18/2012 du 13 novembre 2012 portant création d'une commission de suivi de site (CSS) ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 7 mai 2013 portant dérogation à l'interdiction d'arracher, de couper, de détruire, d'enlever, de déplacer, de transplanter et de réimplanter des espèces végétales protégées ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 août 2016 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 décembre 2011 délivré à la société GURDEBEKE en vue d'exploiter un centre de regroupement, transit et un centre de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Château-Gautier à Moulin-sous-Touvent (60350) ;
- Vu l'étude technico-économique sur la valorisation du biogaz pour le site de Moulin-sous-Touvent transmise le 23 juillet 2013, conformément à la prescription de l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 décembre 2011 ;
- Vu le porter-à-connaissance du 23 juillet 2013, relatif à la modification des modalités du traitement des lixiviats, du positionnement des bassins de gestion des eaux pluviales, de l'implantation des piézomètres et du phasage d'exploitation ;
- Vu le dossier produit à l'appui de la demande susvisée ;
- Vu le rapport et les propositions du 28 mars 2017 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis du 18 mai 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 15 juin 2017 à la connaissance du demandeur ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par mail du 13 juillet 2017 ;

Considérant que la société GURDEBEKE exploite, au lieu-dit « Château-Gautier » sur la commune de Moulin-sous-Touvent, un centre de transfert de déchets non dangereux et une installation de stockage de déchets non dangereux autorisés et réglementés au titre de la législation des installations classées par l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 modifié par plusieurs arrêtés complémentaires, notamment celui du 12 août 2016 ;

Considérant que la société GURDEBEKE doit, en application de l'article L.512-28 du code de l'environnement, mettre en œuvre dans le cadre de l'exploitation de ses activités les meilleures technologies disponibles, notamment pour le traitement des lixiviats afin de limiter les risques de transfert de polluants vers la nappe souterraine et du biogaz pour éviter l'émission d'odeurs en dehors du site ;

Considérant que depuis le dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en 2005 et la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 décembre 2011, la société GURDEBEKE a envisagé sur le site de Château-Gautier plusieurs modifications relatives au traitement des lixiviats et du biogaz, au positionnement des bassins, à l'implantation des piézomètres et au phasage d'exploitation ;

Considérant que la mise en place d'un système de valorisation du biogaz par évaporation des lixiviats doit permettre d'une part de valoriser le biogaz et d'autre part de supprimer leurs rejets dans les eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que l'étude de stabilité réalisée afin de valider les caractéristiques de la digue périphérique prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter met en évidence que la protection artificielle prévue par la société GURDEBEKE présente une protection répondant aux conditions minimales fixées par le chapitre II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ;

Considérant que le dossier produit à l'appui du porter-à-connaissance visé ci-dessus met en évidence le fait que les modifications réalisées sur le site n'entraînent pas d'impacts et de dangers significatifs nouveaux et ne sont pas jugés substantiels au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que, moyennant les mesures spécifiées par le présent arrêté, les risques et inconvénients potentiels de l'établissement peuvent être prévenus ;

Considérant qu'il est nécessaire d'encadrer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire l'évolution des activités du site, comme prévu par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise.

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Sous réserve des droits des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions jointes en annexe, la société GURDEBEKE, dont le siège social est situé 65 boulevard Carnot à Noyon (60400), est autorisée à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Moulin-sous-Touvent lieu dit « Château-Gautier » (60350), d'un centre de transfert et d'un centre de stockage de déchets non dangereux d'une capacité maximale de six cent cinquante-sept mille cinq cent soixante-cinq mètres cubes (657 565 m<sup>3</sup>) permettant la mise en place de 13 casiers hydrauliquement indépendants d'une surface de 5 000 m<sup>2</sup>. Le volume est porté à 690 920 m<sup>3</sup> en prenant en compte les volumes nécessaires au réaménagement final et aux recouvrements périodiques des déchets.

#### ARTICLE 2 :

Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Thème	Nature des modifications
16 décembre 2011	Tous	-	Suppression
12 août 2016	Article 3	Activités autorisées	Suppression
12 août 2016	Article 4	Consistance de l'installation autorisée	Suppression
12 août 2016	Article 5	Conditions particulières	suppression

#### ARTICLE 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;  
2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2 du présent article.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### ARTICLE 4 :

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de Moulin-sous-Touvent et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Moulin-sous-Touvent pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Moulin-sous-Touvent fera connaître par procès-verbal l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société GURDEBEKE.

L'arrêté est également publié sur les sites Internet des services de l'État dans l'Oise ([www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)) et au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

#### ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Moulin-sous-Touvent, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts de France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais le 09 AOÛT 2017

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

  
Blaise GOURTAY

- 97

- 98 -

Destinataires

Société GURDEBEKE

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne  
Madame le Maire de Moulin-sous-Touvent  
Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Haut-de-France  
Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.  
Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours

ANNEXE I

TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société GURDEBEKE, dont le siège social est situé 65 boulevard Carnot à Noyon (60400), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, en complément de celles prescrites dans les actes administratifs antérieurs pour son site sis lieu-dit « Château Gautier » sur le territoire de la commune de Moulin-sous-Touvent.

ARTICLE 1.1.2 - INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DE L'INSTALLATION

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Désignation des activités	Quantité	Régime
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique n° 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	400 t/jour 700 000 t de stockage sur une durée maximale de sept ans à compter de la date de mise en exploitation	A
2760-2	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique n° 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement. 2. Stockage de déchets non dangereux	Surface maximale exploitable : 6,5 ha Hauteur maximale de remblai : 18 m Flux annuel moyen : 100 000 t Flux journalier maximal : 400 t Capacité totale : 700 000 t Durée d'exploitation : 7 ans	A
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Unité d'évaporation naturelle accélérée : 6 modules constitués chacun de 2 échangeurs réchauffeurs d'air de puissance thermique 300 kW. Puissance totale : 1 800 kWth.	DC
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques n° 2710, n° 2711 et n° 2712 2. La surface étant supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1 000 m²	Bâtiment fermé sur 3 des 4 côtés, d'une superficie de 890 m²	DC

Rubrique	Désignation des activités	Quantité	Régime
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques n° 2710, n° 2711, n° 2712, n° 2713, n° 2714, n° 2715 et n° 2719	Bâtiment de tri équipé : - d'une plate-forme de tri au sol (volume en attente de traitement : 100 m³) - 5 caissons de 30 m³ pour le stockage des différents flux de matériaux triés (soit un volume de stockage en caissons de 150 m³)	DC
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques n° 2710 et n° 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Volume de susceptible d'être présent : - corps creux et corps plats : 180 m³ (Capacité de traitement : 20 252 m³/an)	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique n° 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³	Volume de susceptible d'être présent : - verre : 30 m³ (Capacité de traitement : 10 000 t/an soit 21 911 m³/an)	NC

A (Autorisation) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

#### ARTICLE 1.2.2. RUBRIQUE N° 3000 PRINCIPALE ET CONCLUSIONS SUR LES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

Conformément à l'article R. 515-61 du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la n° 3540 ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

#### ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles cadastrées, numéros 37, 52 à 54, 130 à 140, 151 à 155 et 228 à 230 de la section A du cadastre de la commune de Moulin-sous-Touvent, au lieu-dit « Château-Gautier », pour une surface totale de 99 641 m².

La zone de remblai au Nord de l'installation classée concerne les parcelles section A numéros 140 à 144, 151 à 153 et 230 pour une surface totale de 50 775 m². Cette dernière zone est pour partie comprise dans la bande des 200 mètres définie ci-dessous, telle que figurée au plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

#### ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DE L'INSTALLATION AUTORISÉE

Le centre de stockage est constitué de treize (13) casiers hydrauliquement indépendants. Il est dédié au stockage des seuls déchets admis à l'article 8.1.4 de la présente décision.

### CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de sept (7) années à compter de la date de mise en exploitation de l'installation.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. S'il y a lieu, il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

### CHAPITRE 1.5 IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE

#### ARTICLE 1.5.1. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Une zone de protection de 200 m est définie autour des installations de stockages de déchets.

Cette bande d'isolement des 200 m autour de l'installation classée concerne les parcelles section A numéros 36 à 52, 54 à 130, 135, 139 à 186 et 230 pour une surface totale de 328 489 m². Elle est représentée à titre indicatif sur le plan en annexe du présent arrêté.

L'exploitant a apporté les garanties en termes d'isolement par rapport aux tiers sous forme de conventions couvrant la totalité de la durée d'exploitation et la période de suivi du site.

Une bande d'isolement de 50 mètres est instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande de 200 mètres instituée autour des casiers.

#### ARTICLE 1.5.2. BORNAGE ET PLANS D'EXPLOITATION

Des bornes sont placées permettant de définir le périmètre du centre de stockage. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Un plan de bornage est adressé, dans les deux mois suivant la notification de la présente décision, à l'inspection des installations classées à Beauvais.

### CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

#### ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies à l'article 1.6.2 ci-après s'appliquent pour les activités visées à la rubrique n° 2760-2 mentionnée au tableau figurant à l'article 1.2.1 du présent arrêté, afin de permettre, en cas de défaillance de l'exploitant :

- la surveillance du site,
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution,
- la remise en état maximale du site.

Ces garanties ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers en cas de préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'exploitation.

#### ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières a été calculé suivant la méthode forfaitaire détaillée avec l'indice TP01 de février 2011, soit 672.

Période de garantie KC		Réaménagement €	Accidents €	Suivi €	Total €
Année 1	Casier 1 à 3	249 247	203 467	656 115	1 108 830
Année 2	Casier 1 à 5	249 247	203 467	689 188	1 141 903
Année 3	Casier 1 à 7	249 247	203 467	714 166	1 166 881
Année 4	Casier 1 à 9	249 247	203 467	736 141	1 188 856
Année 5	Casier 1 à 11	249 247	203 467	755 932	1 208 646
Année 6	Casier 1 à 12	249 247	203 467	774 479	1 227 193
Année 7	Casier 1 à 13	249 247	203 467	793 622	1 246 337
<b>Fin d'exploitation année n = 7 - Post exploitation</b>					
Année 8	Post exploitation	249 247	203 467	595 217	1 047 931
Année	9 à 12 ans	0	203 467	595 217	798 684
Année	13 à 16 ans	0	203 467	396 811	600 278
Année	16 à 22 ans	0	162 774	396 811	559 585
Année	23 ans	0	162 774	388 875	551 649
Année	24 ans	0	162 774	380 939	543 712
Année	25 ans	0	162 774	373 002	535 776
Année	26 ans	0	122 080	365 066	487 147
Année	27 ans	0	122 080	357 130	479 210
Année	28 ans	0	122 080	349 194	471 274
Année	29 ans	0	122 080	341 258	463 338
Année	30 ans	0	122 080	333 321	455 402
Année	31 ans	0	122 080	325 385	447 465
Année	32 ans	0	122 080	317 449	439 529
Année	33 ans	0	122 080	309 513	431 593
Année	34 ans	0	122 080	301 576	423 657
Année	35 ans	0	81 387	293 640	375 027
Année	36 ans	0	81 387	285 704	367 091
Année	37 ans	0	81 347	277 768	359 155

#### ARTICLE 1.6.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 de décembre 2011.

#### ARTICLE 1.6.4. RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### ARTICLE 1.6.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les trois (3) ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à trois (3) ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à quinze pour cent (15 %) de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### ARTICLE 1.6.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

#### ARTICLE 1.6.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### ARTICLE 1.6.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement,
- pour la mise en sécurité de l'installation s en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 (ou R.512-46-25 pour l'enregistrement) du code de l'environnement...
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

- 103

ndc

#### ARTICLE 1.6.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.512-46-25 à R.512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

#### ARTICLE 1.7.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### ARTICLE 1.7.2. MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### ARTICLE 1.7.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations.

#### ARTICLE 1.7.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

#### ARTICLE 1.7.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

#### ARTICLE 1.7.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

L'exploitant notifie au préfet la date de la mise à l'arrêt définitif de l'installation six mois au moins avant celle-ci. Dans sa notification, il indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Il fait notamment figurer à sa notification :

- les dispositions destinées à placer l'installation dans un état tel que le site ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 ;
- le plan d'exploitation, à jour, du site ;
- un relevé topographique détaillé du site ;
- une étude géotechnique de stabilité des dépôts ;
- une étude hydrogéologique et une analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines sur les 10 dernières années de fonctionnement du centre de stockage ;

- une étude sur la compatibilité du site remis en état avec l'usage prévu au premier alinéa du présent article ;
- les conditions motivées de surveillance du site remis en état ;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par les garanties financières.

### CHAPITRE 1.8 RÉGLEMENTATION

#### ARTICLE 1.8.1 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le conçoivent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
15/02/2016	Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
28/04/2014	Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
14/12/2013	Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/05/2012	Arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement
27/10/2011	Arrêté du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
11/03/2010	Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
07/07/2009	Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
07/07/2005	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/1980	Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les ICPE susceptibles de présenter des risques d'explosion

#### ARTICLE 1.8.2 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

La présente autorisation ne vaut pas dérogation à l'interdiction de destruction d'individus et/ou de ses aires de repos et de reproduction sur l'emprise de l'installation. La dérogation doit être sollicitée conformément à l'article L.411-2 du code de l'environnement.

## TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

#### ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement.

### CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT

#### ARTICLE 2.3.1. PROPRIÉTÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Tous les véhicules lourds sortant du site font l'objet, si nécessaire, d'un nettoyage des roues avant de quitter le périmètre de l'établissement.

#### ARTICLE 2.3.2. AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS

Les plantations et aménagements paysagers prévus à la demande d'autorisation et destinés à masquer le site sont réalisés dès le début des travaux d'aménagement et conformément aux éléments présents dans le dossier de demande d'autorisation. Les végétaux sont constitués d'essences locales, adaptées à la nature des sols.

L'exploitant assure l'entretien des aménagements paysagers pendant toute la durée d'exploitation du site et pendant la durée du suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

### CHAPITRE 2.4 PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

L'exploitant prend les dispositions appropriées afin de limiter l'impact sur la faune et la flore lié à l'exploitation du site.

### CHAPITRE 2.5 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

### CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

#### ARTICLE 2.6.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 2.7 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation successifs ;
- les plans tenus à jour, notamment celui d'exploitation ;
- un relevé topographique de l'état initial du site avant les travaux d'aménagement puis annuel accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour assurer la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents évoqués dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années minimum.

### CHAPITRE 2.8 CONTRÔLES A EFFECTUER ET DOCUMENTS À TRANSMETTRE

Aux tableaux suivants sont rappelés les principaux documents que l'exploitant doit produire et les principaux contrôles qu'il doit effectuer.

Articles	Contrôles ou opérations à effectuer	Périodicité minimale du contrôle
2.7	Relevé topographique, situation d'exploitation	Au démarrage puis annuelle
3.1.2	Recouvrement de matériaux	Aussi souvent que le nécessite le risque de dégagement d'odeur et en tout état de cause, avant chaque jour férié et congés hebdomadaires
3.1.2	Ronde bi-hebdomadaire sur les communes de Tracy-le-Mont, Tracy-le-Val et Bernival	À minima la veille des week-end et jours fériés

- 27 -

- 108

3.1.4.3	Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique	Mensuelle pendant la phase d'exploitation puis tous les six mois pendant la période de suivi
3.2.4	Rejets chaudière	Annuelle
3.2.4	Rejets torchère	Annuelle
3.2.4.3	Rejets unité évaporation lixiviate	Annuelle
4.3.4	Vérification des paramètres de traitement	Avant chaque campagne et/ou trimestrielle
7.1.13	Installations électriques	Annuelle
7.1.7	Détecteur de radioactivité	Annuelle
9.1.2	Mesures comparatives	Annuelle
9.2.5	Données nécessaires au bilan hydrique	Mensuelle
9.2.4.	Volume de lixiviate	Mensuelle pendant la phase d'exploitation puis tous les six mois pendant la période de suivi
9.2.4.	Composition des lixiviate	Trimestrielle pendant la phase d'exploitation puis tous les six mois pendant la période de suivi
9.2.2	Volume et composition des eaux de ruissellement	Trimestrielle pendant la phase d'exploitation puis tous les six mois pendant la période de suivi
9.2.7	Relevés sonores	La première année puis tous les 3 ans
9.2.8	Suivi piézométrique	En période de basses eaux et de hautes eaux (en avril et octobre), a minima tous les six mois

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5.2	Plan de bornage	2 mois après la notification de l'autorisation
1.6.3	Attestation de constitution de garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 3 ans), avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TPO1 ou en cas de modification des conditions d'exploitation
1.7.1	Projet de modification des conditions d'exploitation	Avant tout début de modification
1.7.2	Mise à jour de l'étude des dangers en cas de modification des conditions d'exploitation	Avant tout début de modification
1.7.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
2.6.1	En cas d'accident ou d'incident : - Déclaration - Rapport	- dès l'événement connu ; - dans les 15 jours suivant l'événement
8.2.1	Dossier technique de conformité	Pour chaque casier, avant tout stockage de déchets
9.2.5	Bilan hydrique	Annuelle
9.3.1	Plan d'action en cas d'anomalie	Dès caractérisation de l'anomalie
9.3.2	Synthèse des résultats des mesures et analyses	Semestrielle
9.3.4	Résultats des campagnes de relevés sonores	Dans le mois suivant la réception du rapport de l'intervenant
9.4.1	Bilan et rapport annuel d'activité	31 mars de chaque année
9.4.2	Bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines	Date anniversaire de l'autorisation d'exploiter
10.1.1	Information du maire et de la CSS	Tous les ans

## TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leurs fonctions.

Les installations de traitement d'effluents gazeux sont en mesure de faire face aux variations de débit, température ou composition des effluents.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### ARTICLE 3.1.2. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

À cet effet l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles en matière de prévention des nuisances olfactives.

La zone en cours d'exploitation de l'ISDND fait l'objet d'un recouvrement de matériaux aussi souvent que le nécessite le risque de dégagement d'odeur et en tout état de cause, avant chaque jour férié et congés hebdomadaires.

Les zones en cours d'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux sont équipées d'un réseau de captage du biogaz.

L'exploitant tient à la disposition des riverains un numéro de téléphone leur permettant de se manifester en cas de nuisances olfactives ressenties. Ce numéro de téléphone est disponible en mairie de Moulin-sous-Touvent.

L'exploitant réalise une ronde bi-hebdomadaire (a minima la veille des week-end et jours fériés), passant à minima par les communes de Tracy-le-Mont, Tracy-le-Val et Berneval, afin de détecter l'apparition d'éventuelles nuisances olfactives.

Il met en place un registre de suivi de ces rondes dans lequel il consigne :

- les constats effectués en termes de nuisances olfactives décrivant notamment l'intensité ressentie,
- les actions mises en œuvre pour pallier les manifestations odorantes constatées,
- les appels des riverains signalant des gênes olfactives ainsi que les réponses qui y ont été apportées.

En cas de nuisances olfactives constatées sur deux (2) jours successifs, par l'exploitant ou l'inspection des installations classées, sur l'une des communes parcourues par la ronde susvisée, l'exploitant met en œuvre des actions correctives qui sont a minima :

- l'augmentation de la fréquence de recouvrement de la surface de stockage en exploitation ;
- l'augmentation de la fréquence de la ronde de surveillance citée précédemment ;
- la transmission du suivi du biogaz (captage, valorisation, destruction) à l'inspection des installations classées.

Les procédures visant à limiter l'apparition de nuisances olfactives ainsi que le suivi formalisé de leur mise en œuvre sont conservés par l'exploitant et tenues sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 3.1.3. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- en période de sécheresse, s'il y a lieu, nonobstant des règles de sécurité applicables à la circulation des engins ou des ensembles routiers, les pistes sont arrosées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; à cette fin, des dispositions sont prévues, notamment le lavage ou le dégratage des roues doit être prévu à la sortie de l'installation,
- des écrans de végétation sont mis en place,
- les surfaces, où cela est possible, sont engazonnées.

Le chemin communal, servant de voie de circulation pour les besoins de l'installation entre la RD 145 et les installations, retrouvera son gabarit d'origine et son sol forestier de terre après enlèvement de la couche bitumineuse de roulement à l'issue de l'exploitation.

#### ARTICLE 3.1.4. COLLECTE ET TRAITEMENT DU BIOGAZ

##### Article 3.1.4.1. Collecte du biogaz

Le centre de stockage de déchets non dangereux est équipé d'un réseau de captage et de drainage du biogaz produit.

Les casiers sont équipés, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter vers une installation de valorisation ou une installation de destruction par combustion en cas de dépannage de cette première.

Le réseau de puits de captage verticaux est composé de puits verticaux en PEHD mis en place dans le massif de déchets. Les puits sont constitués à l'avancement, au fur-et-à-mesure du dépôt des déchets. Le

centre de stockage est équipé, a minima, de quatre (4) puits de captage par hectare. Les têtes de puits sont raccordées aux équipements de traitement et de valorisation du biogaz via un réseau de collecte principal.

Les condensats présents dans le système de collecte du biogaz sont collectés puis dirigés vers une alvéole de stockage ou vers le bassin de collecte des lixiviats.

##### Article 3.1.4.2. Traitement du biogaz

L'ensemble du biogaz capté sur le site est valorisé dans une chaufferie biogaz avec utilisation de la chaleur pour évaporation des lixiviats captés sur le site.

En cas de panne de cette unité de valorisation du biogaz, une torchère permet de traiter la totalité du biogaz capté.

##### Article 3.1.4.3. Suivi des systèmes de collecte et de traitement du biogaz

L'exploitant met en place une procédure de suivi et de maintenance des dispositifs de captage, drainage et traitement du biogaz afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. Un registre de suivi et de maintenance est créé à cet effet et tenu sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant assure un suivi de la qualité du biogaz capté par puits de dégazage.

Il porte à minima sur les paramètres suivants : débit, dépression, vitesse, CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O.

Le contrôle est mensuel.

L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte les volumes de biogaz produit et les quantités brûlées et/ou valorisées. Un second registre permet de préserver l'ensemble des résultats d'analyse prescrits ci-dessus. Ces registres sont à la disposition de l'inspection des installations classées et devront être archivés par l'exploitant pendant une durée minimale de cinq ans.

### CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

#### ARTICLE 3.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

- 114

- 115

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

### ARTICLE 3.2.2 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible
1	Chaudière	1 000 kWth	Biogaz produit par le centre de stockage de déchets non dangereux
2	Chaudière	1 000 kWth	
3	Torchère		
4	Unité de traitement des lixiviats (6 modules Nucleos avec 2 ventilateurs par module)	1 800 kW	Alimentée par la chaleur produite par les chaudières

Le temps de fonctionnement de chaque équipement de valorisation et de destruction du biogaz est suivi mensuellement. Les chaudières et la torchère sont prévues de fonctionner 7 540 h/an.

Les équipements sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement

### ARTICLE 3.2.3 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur minimale (en m)	Vitesse mini d'éjection (en m/s)	Débit nominal en Nm³/h	Température en sortie (en °C)	Diamètre en sortie d'échappement (en m)
Conduit n°1	8	8	200	140	0,40
Conduit n°2	8	8	200	140	0,40
Conduit n°3	7	8	500	900	1,39
Conduite n°4		7	19 800	Température ambiante	1

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs à 3 % d'oxygène pour les chaudières et 11 % d'oxygène pour la torchère) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

### ARTICLE 3.2.4 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES ET QUANTITÉS MAXIMALES REJETÉES

#### Article 3.2.4.1. Pour les chaudières

Les rejets issus des conduits n°1 et n°2 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en O<sub>2</sub> de 3 %.

Paramètres	Concentration instantanée maximale (en mg/Nm³)
Poussières	50
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	225
COVM	50
CO	250

Le débit de biogaz traité, la température, la pression et la teneur en O<sub>2</sub> doivent être mesurés en continu et faire l'objet d'un enregistrement mensuel ou d'un système régulier de suivi.

#### Article 3.2.4.2. Pour la torchère

Les rejets issus du conduit n°3 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en O<sub>2</sub> de 11 %.

Paramètres	Concentration instantanée maximale (en mg/Nm³)	Flux maximal (en g/h)
SOx en équivalent SO <sub>2</sub>	300	600
CO	150	450

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

Le débit de biogaz traité, la température, la pression et la teneur en O<sub>2</sub> doivent être mesurés en continu et faire l'objet d'un enregistrement mensuel ou d'un système régulier de suivi.

#### Article 3.2.4.3. Pour l'unité de traitement des lixiviats

Les émissions issues de l'évaporateur font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse en *legionella pneumophila* par un organisme extérieur compétent.

-113

-114-

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'établissement est raccordé au réseau public d'alimentation en eau potable. Pour les usages qui ne nécessitent pas d'eau potable, il peut être aussi alimenté depuis les bassins de récupération des eaux pluviales ou depuis les bassins d'infiltration des eaux traitées sur le site.

#### ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

##### Article 4.1.2.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou dispositifs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux internes et pour éviter des retours de substances dans les milieux de prélèvement.

##### Article 4.1.2.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Les prélèvements d'eau en nappe par forages sont limités aux opérations de surveillance de la qualité des eaux souterraines. La conception et l'implantation des piézomètres implantés à cet effet sont réalisées conformément aux règles de l'art, sous les directives d'un hydrogéologue agréé.

La protection de la tête des piézomètres assurera la continuité avec le milieu extérieur afin de prévenir tout risque d'infiltration préférentielle par l'ouvrage. La tête des piézomètres sera fermée par couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel. L'aménagement limitera le risque de destruction des tubages par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate des ouvrages.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution.

### CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Ainsi le centre est aménagé de façon à limiter au minimum possible le volume des eaux de ruissellement ou de pluie susceptibles d'être polluées, du fait de l'exploitation ou des stockages, et à collecter les eaux polluées ou susceptibles de l'être et les lixiviatés, pour traitement avant rejet dans le milieu naturel.

#### ARTICLE 4.2.2. EAUX EXTÉRIEURES AU SITE

Le centre est aménagé de façon à en interdire l'accès aux eaux de ruissellement extérieures au site.

À cet effet, le réseau de fossés périphériques permet de faire transiter les flux vers un fossé de diffusion équipé de sur-verses lamellaires, situé à l'aval hydraulique du site.

Le dispositif est mis en place avant tout début d'exploitation.

Ces ouvrages sont suffisamment dimensionnés pour faire face à la pluie d'orage de référence décennale. En cas de débordements ou manque d'efficacité des ouvrages en place une adaptation sera effectuée sur simple demande écrite du préfet.

#### ARTICLE 4.2.3. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...);
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### ARTICLE 4.2.4. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### ARTICLE 4.2.5. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES AU SITE

##### Article 4.2.5.1. Protection contre des risques spécifiques

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

##### Article 4.2.5.2. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

UIS-

MG

## CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

### ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- lixiviats (eaux ayant été en contact avec des déchets) ;
- eaux de lavage ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement sur des surfaces imperméabilisées, pistes d'exploitation et voiries) ;
- eaux pluviales non susceptibles d'être polluées ;
- eaux domestiques ou eaux vannes.

### ARTICLE 4.2.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

#### 4.2.2.1 Eaux pluviales / de ruissellement internes

Les eaux pluviales tombant sur les casiers réaménagés, les casiers non aménagés, les voies d'accès et les zones techniques étanchéifiées sont récupérées dans des fossés, traitées dans un déboureur-déshuileur, et renvoyées vers deux bassins de stockage étanches, chacun associé à un bassin d'infiltration.

Un contrôle de la qualité des eaux stockées dans les bassins de stockage est effectué lorsque le niveau des précipitations augmente et que les précipitations sont annoncées. Si ce dernier montre que les eaux stockées ne présentent pas de valeurs en polluants supérieures aux normes de rejet concernant les eaux pluviales, celles-ci sont envoyées vers les bassins d'infiltration.

Les eaux pluviales tombant sur les casiers en cours d'exploitation sont mélangées aux lixiviats. Ces derniers sont pompés puis stockés dans des bassins de stockage avant traitement par évapo-concentration (procédé Nucléos) qui n'engendre pas de rejet liquide.

#### Bassins

Ces bassins sont localisés au Sud de l'ISDND, en partie aval du site, sur une plate-forme plane et stable.

Les bassins qui assurent la collecte des eaux provenant de la partie Ouest du site sont constitués :

- d'un bassin de rétention étanche de 1 280 m<sup>3</sup>,
- d'un bassin d'infiltration de 2 080 m<sup>3</sup>.

Les bassins qui assurent la collecte des eaux provenant de la partie Est du site sont constitués :

- d'un bassin de rétention étanche de 1 600 m<sup>3</sup>,
- d'un bassin d'infiltration de 1 200 m<sup>3</sup>.

Le transfert des eaux de ruissellement entre bassins de rétention et bassins d'infiltration est effectué par le biais d'un pompage.

De façon à assurer la stabilité des digues des bassins, ces derniers doivent répondre aux spécifications suivantes :

- pente interne : 1/1 ;
- pour les bassins d'infiltration des eaux pluviales :
  - mise en place d'une géo-grille et d'un géo-nappe tridimensionnel sur les flancs, la face séparation/filtration étant disposée contre terre afin de contrer tout risque d'entraînement des fines du sol dans les bassins ;
- ancrage des géosynthétiques :
  - ancrage en U,
  - distance par rapport à la crête de l'ouvrage : 1 m,
  - largeur de tranchée :  $\geq 0,40$  m,
  - profondeur de tranchée :  $\geq 0,60$  m,
  - les niveaux maximum ne doivent pas être supérieurs à :
    - 112,6 NGF pour le bassin d'infiltration Ouest N°1,
    - 108,1 NGF pour le bassin d'infiltration Est ;
- ensemencement des talus des bassins d'infiltration.

#### 4.2.2.2. Lixiviats

Les lixiviats collectés en fond des 13 casiers rejoignent par pompage les deux bassins de stockage étanchés, de capacité unitaire de 2 500 m<sup>3</sup>, implanté dans la zone technique au Sud de la zone de stockages des déchets.

Les lixiviats sont ensuite transférés vers un bassin tampon étanche situé à proximité de l'entrée du site.

L'installation de traitement de ces lixiviats est composée d'un système d'évaporation forcée, ou évaporation naturelle accélérée, fonctionnant grâce à l'apport d'énergie thermique issue de la combustion du biogaz : les lixiviats, stockés dans la cuve tampon, sont filtrés puis pompés vers des modules d'évaporation.

Chaque module d'évaporation est constitué de :

- 8 m<sup>2</sup> de pains de maille renforcé ;
- 2 ventilateurs de diamètre 1 m ;
- 2 moteurs de 2,2 kW ;
- 8 asperseurs + 8 asperseurs nettoyage dévésiculaire ;
- 2 échangeurs réchauffeurs d'air de puissance thermique 300 kWth. Ces échangeurs sont alimentés en eau chaude à 90°C maximum à partir des chaudières biogaz.

Une seconde cuve, plus petite, contient une solution de lavage afin de nettoyer les mailles du module et maintenir le rendement thermique.

Le traitement des lixiviats par évaporation n'induit aucun rejet liquide.

Toute liaison directe entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des eaux polluées ou susceptibles de l'être est interdite. Toutefois, en cas de débordement du réseau de confinement, les lixiviats rejoindront par pompage le réseau des eaux de ruissellement internes. Les contrôles au niveau du bassin de rétention de ces dernières devront permettre de détecter l'incident et une vanne automatique stoppera tout rejet vers le milieu naturel.

— 17

— 18

Les boues issues de ce dispositif (concentrat d'évaporation) sont considérées comme des déchets dangereux. Elles sont, par conséquent, évacuées et traitées dans une installation dûment autorisée à cet effet.

Tout rejet vers le milieu naturel de lixiviats ou de quelconques résidus liquides ou solides issus de leur traitement est interdit.

#### 4.2.2.3. Eaux domestiques

Un dispositif d'assainissement autonome est mis en place sur le site afin de traiter les eaux vannes produites sur le site.

#### ARTICLE 4.3.3 GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).

Les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'une maintenance a minima semestrielle. Les produits recueillis à l'occasion des opérations de maintenance sont considérés comme des déchets et éliminés comme tels.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents (bassins de stockage et d'infiltration notamment).

#### ARTICLE 4.3.4 ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

Ces mesures sont réalisées au moins au début de chaque campagne de traitement pour l'installation de traitement des lixiviats et chaque semestre pour les déshuileurs débourbeurs.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les modalités d'entretien des installations de traitement sont les suivantes :

Ouvrage	Fréquence	Type d'entretien
Regards de visite et bouches d'égouts	2 fois par an	Curage
Séparateurs d'hydrocarbures	2 fois par an	Nettoyage / curage
Bassins	Nettoyage selon le volume utile disponible	Curage

- NS -

#### ARTICLE 4.3.5 LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISÉS PAR LE PRÉSENT ARRÊTÉ

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Eaux pluviales et de ruissellement	Traitement avant rejet	Débouage, déshuilage, décantation pour les eaux du secteur Ouest
	Point de prélèvement avant rejet	Bassins de rétention Ouest et Est
	Exutoire du rejet	Bassins d'infiltration Ouest et Est
	Destination finale	Nappe du Cuisien
Lixiviats	Exutoire du rejet	2 bassins de stockage zone technique Sud
	Destination finale	Installation d'évaporation naturelle forcée
Concentrat de lixiviats traités	Point de prélèvement avant rejet	Sortie de l'installation d'évaporation naturelle forcée
	Exutoire du rejet	Pas de rejet dans les eaux superficielles ni souterraines. Mais concentrat d'évaporation récupéré en big-bags et évacués dans une filière autorisée pour les déchets dangereux.

#### ARTICLE 4.3.6 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

##### Article 4.3.6.1 Aménagement

##### 4.3.6.1.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

##### 4.3.6.1.1 Section de mesure

Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

- 13 -

#### ARTICLE 4.3.7 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : < 30° C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### ARTICLE 4.3.8 EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

#### ARTICLE 4.3.9 EAUX DE RUISSELLEMENT

Le rejet, après traitement, dans le milieu naturel, des eaux de ruissellement collectées depuis les surfaces imperméabilisées et les eaux de lavage ou de décrochage des roues est admis sous condition qu'elles satisfassent aux valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètres	Concentration maximale instantanée (mg/l)
MES	35
COT	70
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
Azote global	30
Phosphore total	10
Indice phénols	0,1
Métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+Cd+Hg+Fe+Al)	15
Cr VI	0,1
Hg	0,05
Cd	0,2
Pb	0,5
As	0,1
Fluor et composés (en F)	15
Cyanures libres	0,1
Hydrocarbures totaux	10
AOX	1

## TITRE 5 - DÉCHETS

### CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

#### ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS INTERNES A L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) qu'il produit de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques et dans les conditions prévues par le code de l'environnement et ses textes d'application pour la catégorie de déchets concernée.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-201 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

-121-

-122-

Tout enfouissement dans l'enceinte de l'établissement de déchets autres que ceux admis à l'article 8.1.5 ci-après est interdit. Cette interdiction vise en particulier les matières collectées lors du nettoyage des déshuileurs-déboueurs.

#### ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Tout épandage de déchets ou d'effluents est interdit.

#### ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

## TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Les installations sont exploitées exclusivement en période diurne.

Les horaires de fonctionnement des installations sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00,
- le samedi de 8h00 à 12h00.

#### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

L'activité du centre ne doit pas être à l'origine d'émissions sonores d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pendant les périodes diurnes (de 7 h à 22 h) les jours ouvrables :

- dans les locaux riverains habités ou occupés par des tiers,
- au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées,
- aux abords des habitations les plus proches.

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement 60 dB(A) pendant les périodes diurnes (de 7 h à 22 h) les jours ouvrables.

### CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

#### ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

#### ARTICLE 7.1.1 RESPONSABILITÉ DE L'EXPLOITANT

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour définir, mettre en place et maintenir cette prévention des risques dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires ou dégradées d'exploitation, depuis les travaux préparatoires à la mise en exploitation (affouillements, ...) jusqu'à la fin de la période de suivi post-exploitation.

Il s'assure du respect et de l'efficacité de ces dispositions, les actualise autant que de besoin et enregistre et corrige les écarts éventuels.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétent en matière de sécurité qu'il aura nominativement désigné, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

#### ARTICLE 7.1.2 LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :

- soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;
- soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.

#### ARTICLE 7.1.3 ÉTAT DES STOCKS DES PRODUITS DANGEREUX

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 4411-73 du code du travail.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu sur site à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### ARTICLE 7.1.4 PROPreté DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### ARTICLE 7.1.5 CLÔTURE ET CONTRÔLE DES ACCÈS

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'ensemble des installations de l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, sur une hauteur minimale de deux mètres (2 m). La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter.

Des panneaux rappellent l'interdiction d'accès au site.

La clôture et les dispositifs de fermeture sont régulièrement vérifiés et, s'il y a lieu, remis en état autant que nécessaire.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

En dehors des périodes ouvrées, le site est fermé à clef.

#### ARTICLE 7.1.6 CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, adaptées à la circulation de poids lourds, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est desservi par deux voies à sens unique adaptées à la circulation des poids lourds. Ces voies ont une largeur minimale de 4 m et sont revêtues (enrobés ou équivalent).

L'accès aux voies publiques se fait en concertation avec les collectivités intéressées. Un constat des lieux contradictoire est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

S'il y a lieu, particulièrement lors des périodes humides, avant qu'ils ne quittent le site pour rejoindre la voie publique, les roues des engins ou véhicules sont nettoyées de façon à éviter tout dépôt de boue sur cette dernière. En cas d'impossibilité d'assurer un nettoyage suffisant à prévenir les entraînements de boue sur la voie publique, les sorties de véhicules devront être suspendues, à l'initiative de l'exploitant ; elles pourront reprendre, sous sa responsabilité, dès lors que les conditions météorologiques lui permettront de respecter effectivement la présente disposition.

Une signalisation réglementaire est installée et régulièrement entretenue.

L'exploitant assure l'entretien régulier de l'accès au centre de stockage et le nettoyage de la voie publique autant que nécessaire.

#### ARTICLE 7.1.7 PORTIQUE DE DÉTECTION DE RADIOACTIVITÉ

L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant.

Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). Le seuil de détection de

ce dispositif est fixé par à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

A l'entrée du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. En cas de déclenchement du détecteur, l'exploitant en informe systématiquement l'inspection des installations classées et se conforme au guide méthodologique annexé à la circulaire du 25 juillet 2006 relative à l'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée ou concentrée dans les centres de stockage de déchets.

#### ARTICLE 7.1.8 DISPOSITIF DE PESAGE

L'installation est équipée d'un instrument de pesage d'une portée maximale suffisante pour peser les véhicules apportant des déchets. Les voies d'accès à la zone à exploiter ou aux installations connexes imposent le passage des véhicules sur cet équipement, à l'exception des voies de secours.

Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales.

#### ARTICLE 7.1.9 INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit de fumer dans l'ensemble de l'établissement, sauf dans les zones spécialement aménagées à cet effet.

L'exploitant est responsable de faire respecter cette interdiction.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

#### ARTICLE 7.1.10 TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.2 et notamment celles recensées locaux à risque d'incendie et d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

#### ARTICLE 7.1.11 CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Sont notamment visées les opérations liées aux carburants alimentant les engins.

#### ARTICLE 7.1.12 FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

#### ARTICLE 7.1.13 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISES A LA TERRE

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont conçues et réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

#### ARTICLE 7.1.14 ZONES À L'ATMOSPHÈRE EXPLOSIBLE

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le matériel électrique est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

#### ARTICLE 7.1.15 PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'état des dispositifs de protection est vérifié tous les cinq (5) ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé.

## CHAPITRE 7.2 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### ARTICLE 7.2.1 ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 7.2.2 ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### ARTICLE 7.2.3 RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, à 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

### ARTICLE 7.2.4 RÉSERVOIRS

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits contenus de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

### ARTICLE 7.2.5 RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Le stockage des liquides dangereux pour l'environnement, ceux d'hydrocarbures notamment, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

Les volumes potentiels de rétention doivent rester disponibles en permanence.

L'évacuation des eaux pluviales des capacités de rétention respecte les dispositions fixées à l'article 4.3.9 du présent arrêté.

### ARTICLE 7.2.6 TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Cette disposition s'applique en particulier aux opérations de ravitaillement en carburant des engins.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

## CHAPITRE 7.3 INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET SECOURS

### ARTICLE 7.3.1 DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté des moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

### ARTICLE 7.3.2 ENTRETIEN DES MOYENS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION

Les équipements de prévention et d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, des conditions de leur maintenance ou d'essais périodiques.

Les dates, les modalités de leurs contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 7.3.3 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Pour la défense incendie de l'établissement, l'exploitant satisfait notamment aux conditions suivantes :

- signaler l'emplacement et l'accès des coupures générales d'énergie (EDF...);
- placer à proximité des zones de stockage de matières dangereuses des panneaux réglementaires indiquant le code danger et le numéro d'identification des produits ;
- placer à proximité de la zone de travail une quantité suffisante de matériaux sableux (de l'ordre de 500 m<sup>3</sup>) exclusivement affecté à la lutte contre l'incendie, mobilisable à tout moment grâce à la présence constante d'un engin de chargement ;
- mettre en place des extincteurs appropriés aux risques à combattre et en nombre suffisant aux points les plus exposés aux risques incendie (engins mobiles, locaux et bâtiments et installations électriques) ; ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent ;

-125

-132

- disposer d'un bassin incendie alimenté par les eaux de voirie et de toiture. Une sur-verse est créée dans le fossé des eaux internes ; ce bassin est situé à proximité de l'installation de valorisation du biogaz ;
- disposer d'un moyen permanent d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- les voies d'accès au centre de stockage de déchets sont conçues de manière à permettre une intervention rapide en cas d'incendie.

#### ARTICLE 7.3.4 CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brulage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation pour toute personne apercevant un début d'incendie, de donner l'alarme et de mettre en œuvre les moyens de premiers secours sans attendre l'arrivée des travailleurs spécialement désignés ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### ARTICLE 7.3.5 CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

L'exploitant établit en accord avec les services départementaux compétents, des consignes incendie qui seront affichées dans tous les locaux et à proximité de l'entrée de l'ISDND.

Les consignes écrites sont réexaminées autant que de besoin pour la mise en œuvre des moyens d'intervention du personnel et d'appel des services de secours extérieurs. Le personnel est entraîné périodiquement à l'application de ces consignes, à une fréquence définie par l'exploitant au regard des risques à protéger. L'exploitant communique les consignes précitées, à leur mise en application et à leur révision, aux services de secours.

## TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

### CHAPITRE 8.1 CENTRE DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX

#### ARTICLE 8.1.1. RÉALISATION DES AFFOUILLEMENTS

Seuls les affouillements nécessaires à l'exploitation du centre de stockage de déchets autorisés.

Les matériaux prélevés sont utilisés exclusivement à la réalisation des ouvrages nécessaires à l'exploitation ou à la remise en état, sur l'emprise du site exploité.

Une zone de stockage temporaire de matériaux excavés sera créée à proximité du centre de stockage de déchets.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'affouillements est interdit par une clôture ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter la propagation des poussières pendant les travaux d'affouillement.

#### ARTICLE 8.1.2. MESURES GARANTISSANT LE RESPECT DES PRINCIPES FONDAMENTAUX RELATIFS AU RESPECT DE LA PERSONNE HUMAINE

Pendant les travaux nécessaires à la mise en exploitation des installations (défrichage, diagnostic d'Archéologie Préventive, terrassement), il sera procédé à l'enlèvement de toutes les dépouilles retrouvées sur le site et à leur inhumation ou à leur remise aux autorités nationales.

En cas de découverte de restes mortels, les travaux sont immédiatement arrêtés dans le périmètre en cause.

L'exploitant prévient : la brigade de gendarmerie compétente, le service départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de guerre de l'Oise, le service de sécurité civile en cas de présence d'armement (obus), les services archéologiques, uniquement si la découverte présente un caractère historique particulier et l'inspection des installations classées pour engager les suites qui s'imposent.

L'ONAC informera l'inspection des installations classées à la fin des opérations d'enlèvement pour autoriser la reprise des activités.

#### ARTICLE 8.1.3. DÉFINITIONS

Les conditions d'exploitation de l'ISDND sont conformes à l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

Pour l'application du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

**Installation de stockage de déchets non dangereux** : installation d'élimination de déchets non dangereux par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre ;

**Installation collective** : une installation qui reçoit des déchets de plusieurs producteurs de déchets ou les déchets d'une ou plusieurs collectivités territoriales ;

**Installation de stockage mono-déchets** : une installation recevant exclusivement des déchets de même nature, issus d'une même activité et présentant un même comportement environnemental.

**Période d'exploitation d'un casier** : période commençant à la date de réception des premiers déchets dans un casier et se terminant à la date de réception des derniers déchets dans ce même casier ;

**Période de post-exploitation d'un casier** : période d'une durée minimale de 10 ans pour les casiers mono-déchets et de 20 ans pour les autres casiers, commençant à la date de notification à l'inspection des installations classées par l'exploitant de l'achèvement de la couverture finale du casier et s'achevant dès lors que les données de suivi des lixiviats et du biogaz ne montrent pas d'évolution des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et de la qualité des lixiviats qui nécessiterait des dispositifs actifs de gestion des effluents ;

**Période de suivi long terme** : période comprenant la période de post-exploitation et la période de surveillance des milieux, sa durée ne pouvant être inférieure à 15 ans pour les casiers mono-déchets et 25 ans pour les autres casiers ;

**Période de surveillance des milieux** : période d'une durée minimale de 5 ans débutant au terme de la période de post-exploitation, au cours de laquelle les milieux dans lesquels s'intègre l'installation sont suivis ;

**Casier** : subdivision de la zone à exploiter assurant l'indépendance hydraulique, délimitée par des flancs et un fond ;

**Alvéole** : subdivision du casier ;

**Biogaz** : gaz produit par la décomposition des déchets non dangereux stockés dans les casiers ;

**Lixiviat** : tout liquide filtrant par percolation des déchets mis en installation de stockage et s'écoulant d'un casier ou contenu dans celui-ci ;

**Déchets municipaux** : déchets dont l'élimination au sens du titre IV du livre V du code de l'environnement relève de la compétence des communes (art. L.2224-13 et L.2224-14 du code général des collectivités territoriales) ;

**Déchet non dangereux** : tout déchet qui n'est pas défini comme dangereux par le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 ;

**Déchets inertes** : déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines ;

**Réaménagement final** : ensemble des travaux, complétant la couverture finale et permettant le confinement d'une zone exploitée ;

**Traitement** : les processus physiques, thermiques, chimiques ou biologiques, y compris le tri, qui modifient les caractéristiques des déchets de manière à en réduire le volume ou le caractère dangereux, à en faciliter la manipulation ou à en favoriser la valorisation ;

#### ARTICLE 8.1.4. NATURE DES DÉCHETS ADMIS SUR LE CENTRE DE STOCKAGE

Les déchets admis sont exclusivement des déchets ultimes au sens de l'article L.541-2-1 du code de l'environnement : « déchet résultant ou non du traitement d'un déchet qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux ». Cette notion étant par définition évolutive, l'exploitant s'assure chaque année dans le cadre de la procédure d'information préalable que les déchets qu'il envisage d'admettre répondent bien à la définition du déchet ultime. À cet effet, il sollicite de la part du producteur des déchets toutes les informations utiles complémentaires à celles prévues au chapitre 7 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

La liste des déchets autorisés est la suivante :

- ordures ménagères,
- déchets commerciaux, artisanaux ou industriels banals assimilables aux ordures ménagères.

#### ARTICLE 8.1.5. DÉCHETS INTERDITS SUR LE CENTRE DE STOCKAGE

L'admission dans le centre des déchets ci-dessus est interdite, en particulier :

- déchets dangereux définis par le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 ;
- déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;
- déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;
- déchets d'emballages visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 ;
- déchets qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 ;
- déchets dangereux des ménages collectés séparément ;
- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; dans le cas des installations de stockage mono-déchets, cette valeur limite pourra être revue, le cas échéant, par le préfet, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement fournie par l'exploitant ;
- les pneumatiques usagés ;
- les déchets d'amiante.

#### ARTICLE 8.1.6. ORIGINE DES DÉCHETS ADMIS SUR LE CENTRE DE STOCKAGE

Seuls seront admis, les déchets de l'Oise et ceux provenant des départements limitrophes dans le respect du principe de proximité, conformément au dossier déposé par l'exploitant et au plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés. Le tonnage hors Oise ne devra pas dépasser 25 % du tonnage autorisé annuellement sur le site.

Le plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés étant actuellement en cours de révision, le quota mentionné à l'alinéa précédent devra être mis en conformité avec le plan révisé dès son approbation.

#### ARTICLE 8.1.7. ADMISSION DES DÉCHETS SUR LE CENTRE DE STOCKAGE

##### 8.1.7.1 Procédure d'information préalable à l'admission des déchets

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base du déchet.

La caractérisation de base consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères correspondant à la mise en décharge pour déchets non dangereux. La caractérisation de base est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation de base.

La caractérisation de base d'un déchet nécessite de la part de l'exploitant de recueillir les éléments suivants :

- source et origine du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet défini à l'annexe de l'article R 541-8 du code de l'environnement ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage.

L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant dans ce recueil les motifs pour laquelle il a refusé l'admission d'un déchet.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire à l'admission des déchets.

#### 8.1.7.2 Certificat d'acceptation préalable à l'admission des déchets

Pour tous les déchets pour lesquels est fixé au moins un critère d'admission, l'information préalable prendra la forme d'un certificat d'acceptation préalable.

Ce certificat sera délivré par l'exploitant au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et éventuellement d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent. Ces déchets ne peuvent être admis qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Le certificat sera soumis aux mêmes règles de délivrance ou de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.

Le certificat d'acceptation préalable consignera les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats d'analyse éventuellement effectuées par le producteur sur un échantillon représentatif du déchet, à la demande de l'exploitant ou de l'inspection des installations classées.

#### 8.1.7.3 Procédure de contrôle d'admission des déchets

Toute livraison de déchet fait l'objet :

- d'une pesée avec enregistrement du poids net ;
- d'un contrôle de non-radioactivité du chargement ;
- d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;

- d'un contrôle visuel lors de l'admission sur site et lors du déchargement, sur une aire de vidage aménagée à cet effet ;
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant du centre de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet de l'Oise ;

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions et un registre des refus.

Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions :

- la nature et la quantité des déchets ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;
- la date et l'heure de réception, et, si elle est distincte, la date de stockage ;
- l'identité du transporteur ;
- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et, le cas échéant, contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;
- le cas échéant, le motif du refus.

Au moins une fois par an, l'exploitant informera l'inspecteur des installations classées des cas de refus, il informera en temps réel des déclenchements du portique de non radioactivité.

#### ARTICLE 8.1.8. MODALITÉS DE MISE EN PLACE DES DÉCHETS

L'unité en cours d'exploitation et l'aire de déchargement sont équipés de filets ou tout dispositif équivalent permettant de prévenir les envois de déchets.

Les déchets déversés dans l'unité en cours d'exploitation sont étalés et compactés par couches successives d'épaisseur maximale de 50 cm. Les apports de déchets s'effectuent de façon progressive et homogène sur la totalité de la surface de l'unité en exploitation.

Les déchets sont recouverts de matériaux inertes ou répondant aux objectifs de limitation des envois, des infiltrations d'eaux pluviales, des vides dans la masse des déchets et des risques d'incendie à la fréquence stipulée à l'article 3.1.2.

Les matériaux de recouvrement sont stockés sur le site en quantité suffisante pour assurer 15 jours d'exploitation et la couverture de l'unité en cours d'exploitation.

#### ARTICLE 8.1.9. PLAN PRÉVISIONNEL D'EXPLOITATION

L'exploitant établira un plan prévisionnel d'exploitation avant tout nouveau casier précisant l'organisation dans le temps et notamment :

- l'emprise générale du site et de ses aménagements au moment de la mise en activité et tout au long de l'activité envisagée,
- l'étendue précise de la zone à exploiter au moment de la mise en activité et tout au long de l'activité envisagée,

135 -

136

- l'emplacement des casiers tout au long de l'exploitation envisagée, la nature prévisionnelle des déchets qui doivent y être stockés, le tonnage susceptible d'y être déposé, leurs surfaces ainsi que les cotes finales de dépôt dans chacun d'entre eux,
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation au moment de la mise en activité et tout au long de l'activité envisagée,
- le schéma de collecte des eaux et les bassins tels qu'envisagés au fur et à mesure de l'exploitation,
- le schéma de collecte du biogaz et des installations de traitement correspondantes tels qu'envisagés au fur et à mesure de l'exploitation,
- les niveaux topographiques prévisionnels des terrains après chaque année d'exploitation,
- les dates prévisionnelles de réaménagement des différentes parties de la zone à exploiter ainsi que la topographie envisagée après réaménagement,
- un état prévisionnel du montant des garanties financières à chaque étape de l'exploitation et jusqu'à la fin prévisionnelle de celle-ci.

#### ARTICLE 8.1.10. CONTRÔLE DES POPULATIONS D'ANIMAUX OPPORTUNISTES

L'exploitant met en place les mesures adaptées pour lutter contre la prolifération d'animaux opportunistes, en excluant les méthodes susceptibles d'occasionner la contamination des chaînes alimentaires.

#### ARTICLE 8.1.11. PROGRAMME DE SUIVI

##### 8.1.11.1 Dispositions post-exploitation commerciale

À la fin de la période d'exploitation commerciale, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. À l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

##### 8.1.11.2 Plan du site après couverture

Toute zone couverte fera l'objet d'un plan de couverture, qui comprendra notamment :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, aménagement paysager, fossés de collecte, positionnement des massifs de déchets réaménagés, bassins de stockage des eaux de ruissellement et des lixiviats, unité de traitement, réseau de captage du biogaz, torchères...);
- la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...);
- la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent;
- les courbes topographiques d'équidistance 5 mètres.

- 137

##### 8.1.11.3 Programme de suivi long terme

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans. Une première phase du programme de suivi sera réalisée pendant une durée minimale de 5 ans et comprend :

- le contrôle, au moins tous les 6 mois, du système de collecte des lixiviats, et de l'élimination de ces effluents conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel;
- le contrôle, au moins tous les 6 mois, du système de collecte du biogaz et la réalisation des mesures prévues aux articles 3.1.4 et 3.2.4;
- le contrôle, au moins tous les 6 mois, de la qualité des eaux souterraines;
- le contrôle, au moins tous les 6 mois, de la qualité des rejets;
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal);
- les observations géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

À cet effet, l'exploitant présentera au préfet un dossier de démarrage de suivi long terme comportant notamment un mémoire sur l'état du site, sur des propositions nouvelles le cas échéant portant sur l'intégration du site dans son environnement, sur la surveillance des rejets à effectuer mentionnés ci-dessus et les travaux à effectuer dans le cadre du suivi long terme.

L'actualisation des garanties financières est conditionnée au dépôt de ce dossier du démarrage du suivi long terme.

S'il s'avère, 15 ans après la fin de l'exploitation, que l'installation de stockage produit toujours des lixiviats en grande quantité, l'inspecteur des installations classées pourra demander à l'exploitant de l'installation de stockage la réalisation d'une étude technico-économique sur les possibilités de réduire cette production de lixiviats, notamment par la mise en place d'une couverture étanche.

##### 8.1.11.4 Cessation définitive de l'exploitation

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi long terme, l'exploitant adressera au préfet le dossier de cessation d'activité prévu à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement. Ce dossier comprendra les informations suivantes :

- le plan d'exploitation à jour du site;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;
- une étude géotechnique de stabilité du dépôt;
- le relevé topographique détaillé du site;
- une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines pratiquées sur les 10 dernières années;
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte, notamment en termes d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore devoir être exercée sur le site;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières, ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction.

- 138

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le rapport de visite établi par l'inspection des installations classées est adressé par le préfet à l'exploitant et au maire de la ou des communes intéressées ainsi qu'aux membres de la commission locale d'information. Sur la base de ce rapport, le préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Le préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées tout ou partie des garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

#### Aménagements paysagers

Les parties réaménagées font l'objet d'un enherbement et de plantations arbustives et arborées non susceptibles d'altérer les barrières de sécurité active et passive ainsi que la couverture finale.

La couverture végétale est régulièrement entretenue.

#### Cote finale

La cote finale de réaménagement s'établit au maximum à + 132 m NGF en partie sommitale de l'installation de stockage de déchets non dangereux en fin d'exploitation.

## CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

### ARTICLE 8.2.1 AMÉNAGEMENT DES CASIERS

Les casiers sont conçus afin de prévenir les infiltrations des eaux qui percolent au travers des déchets stockés et de permettre la collecte et le relèvement de ces mêmes eaux (lixiviats).

À cet effet, ils sont notamment pourvus de sécurités passives et actives répondant aux exigences édictées au chapitre II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

L'exploitant fait procéder aux contrôles et vérifications utiles des sécurités passives et actives, notamment lors de leur mise en place, afin de justifier de leur conformité technique.

Pour cette justification, il fait établir un dossier technique par un organisme tiers qui atteste de la conformité de la barrière de sécurité passive et active constituée aux exigences précitées.

Il annexe, en double exemplaire, ce dossier technique à la notification de fin de travaux d'aménagement qu'il adresse au préfet avant tout début d'opérations de stockages.

L'inspection des installations classées procède à une visite de récolement sur site avant le début des opérations de stockages.

Les casiers présentent les caractéristiques géométriques suivantes :

Casier	Superficie de fond en m <sup>2</sup>	Cotes du fond de forme en m NGF	Cote sommitale aménagée en m NGF	Capacité volumique en m <sup>3</sup>	Capacité massique en t
1	2 451	De 111,29 à 109,87	118	31 270	26 706
2	2 273	De 111,24 à 109,87	113	23 070	23 070
3	3 855	De 112,13 à 110,47	127,99	59 040	56 088
4	3 816	De 112,13 à 110,47	124	56 140	53 333
5	3 863	De 112,98 à 111,27	129,04	65 100	61 845
6	3 863	De 112,98 à 111,27	129,04	65 100	61 845
7	3 872	De 113,77 à 112,07	130,55	64 700	61 465
8	3 872	De 113,77 à 112,07	130,55	64 700	61 465
9	3 880	De 114,57 à 112,87	131,23	64 200	60 990
10	3 881	De 114,57 à 112,87	131,23	64 200	60 990
11	3 884	De 115,36 à 113,67	132	63 800	60 610
12	3 878	De 115 à 113,67	132	32 880	31 236
13	4 785	De 116,90 à 114,49	132,78	36 720	34 922
	48 173			690 920	657 565

Les cotes de forme du fond de forme donnent lieu à un relevé topographique, avant préparation de la sécurité passive.

#### 8.2.1.1 Barrières de Sécurité Passive (BSP)

Les sécurités passives des casiers comprennent :

- Au fond et remontant de 2 m au moins sur les flancs, d'une barrière passive reconstituée constituée a minima de bas en haut, à partir du substratum :
  - cinq mètre (5 m) au moins de sables du Cuisien, de perméabilité inférieure à  $1.10^{-6}$  m/s,
  - un mètre vingt (1,20 m) d'argile ou de sable de sables prélevé in situ mélangé à de la bentonite, de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s,
  - un géosynthétique bentonitique de nature calcaïque de densité minimale 5 kg/m<sup>2</sup>, de perméabilité inférieure à  $10^{-10}$  m/s.
- En flanc, penté à 1/1, en continuité de la barrière de fond, du sol naturel vers l'intérieur du casier :
  - un mètre (1 m) au moins d'argile ou de sables prélevés in situ mélangés à de la bentonite, de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur deux mètres de hauteur par rapport au fond,
  - un géo-composite bentonitique de nature calcaïque de densité minimale 5 kg/m<sup>2</sup>, de perméabilité inférieure à  $10^{-10}$  m/s.

### 8.2.1.2 Barrières de Sécurité Actives (BSA)

Les sécurités actives des casiers comprennent, de bas en haut ou du terrain naturel vers l'intérieur du casier, en recouvrement des sécurités passives :

- **Au fond et sur les flancs,**
  - une géomembrane imperméable en polyéthylène haute densité de 2 mm d'épaisseur au moins,
  - un géotextile anti-poinçonnant,
  - un massif drainant, épais d'un demi-mètre (0,5 m) au moins, constitué de roulés non calcaires, de granulométrie 10/40 et de perméabilité au moins égale à  $1.10^{-4}$  m/s et équipé de drains de diamètre suffisant permettant la collecte des lixiviats,
  - un géotextile anti-contaminant.
- **Sur les flancs :**
  - un géosynthétique bentonitique conforme au guide des équivalences,
  - une géomembrane imperméable en polyéthylène haute densité de 2 mm d'épaisseur au moins,
  - un dispositif drainant constitué (type géo-espaceur),
  - un dispositif de protection supérieure (type géotextile).

### 8.2.1.3 Modifications

Les dispositifs géosynthétiques et drainants constitutifs des sécurités passives et actives pourront être remplacés par d'autres, sous réserve que l'exploitant justifie préalablement de leur équivalence conformément à la procédure fixée à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Dans cette éventualité, l'avis d'un tiers expert pourra être recueilli.

### ARTICLE 8.2.2 COUVERTURE

Une couverture provisoire est disposée dans l'attente de la mise en place du réseau de captage du biogaz. Dès la réalisation du réseau de captage du biogaz, une couverture est mise en place. Cette couverture finale est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir autant que faire se peut les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de manière à diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et les dispositifs de collectes appropriés.

La couverture présente une pente d'au moins 3 % permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente ne doit cependant pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.

Cette couverture est composée du bas vers le haut de :

- une couche de matériaux drainant de 0,20 mètre d'épaisseur pour assurer la circulation du biogaz ;
- 1 mètre d'épaisseur de matériaux semi-perméables de perméabilité inférieure à  $1.10^{-6}$  m/s ;
- un géosynthétique bentonitique assurant l'étanchéité,
- une couche drainante ou un géosynthétique de drainage ; ou tout dispositif permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques dans le stockage ou tout dispositif équivalent assurant la même efficacité et validé par l'inspection des installations classées ;
- d'un niveau de terre d'au moins 0,50 mètre permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration ;
- une couche superficielle de terre végétale ou arable d'un demi-mètre (0,5 m) d'épaisseur permettant la re-végétalisation du site.

La couverture végétale est régulièrement entretenue.

### ARTICLE 8.2.3 STABILITÉ DE LA DIGUE

La digue d'enclosure ou de fermeture est édifiée de façon à assurer sa stabilité en toute circonstance, notamment à résister à la poussée des déchets stockés.

La base de la digue qui ferme le site est de vingt (20) mètres et la largeur de crête est de trois (3) m au moins.

De façon à garantir sa stabilité, la digue présente les caractéristiques suivantes :

- pente interne digue d'enclosure : 3 m/2 m (3 m de base pour 2 m de hauteur),
- largeur en crête digue d'enclosure : 3 m,
- pente externe digue d'enclosure : 3 m/2 m,
- largeur berme digue/bassins : 3 m.

La digue de fermeture (ou d'enclosure) ne doit en aucun cas servir de voie d'exploitation au site.

En outre, les principales dispositions constructives suivantes doivent être respectées :

- Déblais : des dispositions vis-à-vis de la collecte et de la récupération des eaux de ruissellement superficielles doivent être prises :
  - réglage et compactage et fermeture des fonds de fouille vers exhaures à chaque fin de poste,
  - création de pentes et de fossés de collecte vers fosses de pompage,
  - aménagement en périphérie de fosses type puisards busés équipés de pompe de relevage ;
- Remblais et réutilisation des déblais :
  - les sols de surface déblayés, s'ils se trouvent à l'état hydrique moyen (soit à des teneurs en eau comprises entre 12 % et 16 %) lors des travaux, peuvent être utilisés en l'état dans des conditions météorologiques sèches (évaporation importante) avec un compactage intense ou dans des conditions sans pluie avec un compactage moyen,
  - Dans les autres conditions climatiques, et pour les matériaux qui se situeraient dans un état hydrique humide et très humide, un traitement à la chaux s'impose ;
- Talutages remblais - déblais :
  - pour assurer un bon compactage des crêtes et bordures de talus, les terrassements sont conduits selon la méthode excédentaire. Les reprofilages sont ensuite à l'aide d'une pelle mécanique long bras munie d'un godet plat,
  - stabilisation des talus vis-à-vis des phénomènes d'érosion :
    - limiter au mieux le temps d'exposition des talus à nu avant leur protection par les géosynthétiques,
    - travailler dans ces phases provisoires critiques en période climatique favorable comme conseillé pour tout type de chantier de terrassement, qui plus est avec des déblais de grande hauteur,
    - protéger provisoirement les surfaces de talus les plus sensibles par bâchage lesté ou agrafe pendant les épisodes pluvieux,
  - pour les talus internes, il doit être prévu une mise en œuvre rapide des premiers géosynthétiques,
  - pour les talus externes, il doit être prévu au mieux des protections de surface par végétalisation ;
- Ancrage des géosynthétiques :
  - largeur de tranchée : 0.80 m,
  - profondeur de tranchée : 0.80 m.

## CHAPITRE 8.3 VALORISATION ET/OU COMBUSTION DU BIOGAZ

### ARTICLE 8.3.1 IMPLANTATION - AMÉNAGEMENT

Les chaudières et la torchère sont implantées de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage de l'installation. Elles sont suffisamment éloignées de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

Leur implantation doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes :

- 10 mètres des établissements recevant du public de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> catégorie, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation,
- 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

Des canotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.

La torchère est située en dehors de la zone d'exploitation de l'ISDND. Elle peut être entourée d'une clôture périphérique.

### ARTICLE 8.3.2 ACCÈS

L'accès à l'ensemble de la plate-forme de valorisation biogaz est réglementé et seul le personnel autorisé peut y pénétrer.

En entrée de la plate-forme de valorisation, un affichage reprend les différentes règles à respecter (interdiction de fumer sur le site, etc.) ainsi qu'un plan d'évacuation et/ou de rassemblement en cas d'incident.

### ARTICLE 8.3.3 ACCESSIBILITÉ

Les conteneurs abritant les chaudières doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

Un espace suffisant est aménagé autour des chaudières, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

### ARTICLE 8.3.4 ELECTRICITÉ

Chaque contenu abritant une chaudière biogaz est équipée de deux armoires électriques :

- une située à l'extérieur du conteneur ou dans un local technique séparé et qui contient les modules de gestion des détecteurs de CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S situés dans le conteneur ;
- une située à l'intérieur du conteneur et qui contient la partie contrôle / commande de l'installation, pilotée via un écran tactile en façade de l'armoire.

### ARTICLE 8.3.5 VENTILATION

Chaque conteneur est équipé d'un extracteur d'air ATEX situé en paroi du conteneur. Celui-ci a pour but de ventiler le local en cas de trop forte température ou en cas de détection gaz.

### ARTICLE 8.3.6 ALIMENTATION EN COMBUSTIBLE

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en biogaz de la chaudière. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et / ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque chaudière au plus près de celle-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

#### Article 8.3.6.1 Circuit biogaz

Une rampe gaz permet l'acheminement du biogaz depuis l'extérieur de chacun des conteneurs. Elle est constituée :

- d'une vanne automatique à réarmement manuel, située à l'extérieur du conteneur,
- d'une vanne de purge, située à l'extérieur du conteneur, sur la canalisation biogaz,
- d'une vanne de coupure manuelle, située à l'intérieur du conteneur,
- d'un filtre biogaz,
- d'une double vanne automatique, de sécurité, avec système de contrôle de fuite.

### ARTICLE 8.3.7 CONTRÔLE DE COMBUSTION

Chaque chaudière et la torchère sont équipées de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler son bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'installation.

Chaque chaudière comporte notamment un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

La torchère est équipée d'un dévésiculateur et d'un surpresseur. Elle comprend également les équipements suivants :

- un sectionneur d'alimentation externe,
- un débitmètre,
- une sonde de mesure de la température avec enregistrement en continu.

### ARTICLE 8.3.8 DÉTECTION GAZ - DÉTECTION INCENDIE

-143-

-144-

Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préalable, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger doit être mis en place.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 20 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement peut être maintenu en atmosphère explosive. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

#### Article 8.3.8.1 Chaudières

##### 8.3.8.1.1 Capteurs CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S

Les capteurs CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S situés dans chaque conteneur contenant une chaudière biogaz assure une surveillance permanente. Deux seuils de détection sont fixés :

- un seuil à 10 % de la LIE. Lorsque ce seuil est atteint :
  - un voyant s'allume sur le coffret extérieur ;
  - l'extracteur d'aire se déclenche.

L'arrêt de l'extracteur ne peut se faire que par acquittement de l'alarme par un opérateur.

- un seuil à 20 % de la LIE ; lorsque ce seuil est atteint ; l'installation s'arrête et est mise en sécurité :
  - le voyant reste allumé ;
  - l'extracteur d'aire reste en marche ;
  - la vanne de sécurité à réarmement manuel se ferme ;
  - l'électricité est coupée dans l'ensemble de la chaufferie, excepté pour les capteurs et l'extracteur d'air.

La remise en marche ne peut se faire que par acquittement de l'alarme (s'il n'y a plus de détection de gaz) par un opérateur et réarmement manuel de la vanne externe.

##### 8.3.8.1.2 Commande de la vanne de coupure conteneur

La vanne automatique à réarmement manuel situé en entrée de chaque conteneur a pour but de couper l'alimentation en gaz à l'intérieur du local chaufferie.

Elle n'est pilotée que par les capteurs CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S et les arrêts d'urgence (aucune commande externe ou par l'opérateur) ;

- en absence de détection gaz ou arrêt d'urgence, elle s'ouvre (à condition d'avoir été préalablement réarmée par l'opérateur) ;
- en cas de détection de gaz ou de l'activation d'un des arrêts d'urgence, elle se ferme automatiquement, coupant ainsi l'alimentation en gaz du conteneur.

##### 8.3.8.1.3 Démarrage du brûleur

À chaque démarrage du brûleur, le coffret de pilotage du brûleur lance un test de fuite via la double vanne automatique située en entrée du brûleur. Si une fuite est détectée sur cette vanne, le brûleur ne démarra pas.

#### Article 8.3.8.2 Torchère

La torchère est équipée :

- d'un détecteur de défaut de flamme avec report d'alarme,
- d'un arrêt de flamme sur la canalisation d'alimentation en gaz,
- d'un capteur de température assurant une régulation de la combustion.

#### ARTICLE 8.3.9 SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent.

#### ARTICLE 8.3.10 CONDUITE DE L'INSTALLATION

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel :

- soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts,
- soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement des installations et des dispositifs assurant leur mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement des installations.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt des installations, celles-ci doivent être protégées contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

#### ARTICLE 8.3.11 CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par les installations,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

#### ARTICLE 8.3.12 ENTRETIEN DE L'INSTALLATION

L'entretien, la maintenance et la surveillance des chaudières et de la torchère sont intégrés dans le programme de maintenance préventive du site avec notamment :

- une vérification quotidienne du bon fonctionnement,
- une visite trimestrielle de maintenance préventive et de réglage,
- une analyse annuelle des fumées,
- un contrôle d'efficacité énergétique tous les 2 ans.

#### CHAPITRE 8.4 TRAITEMENT DES LIXIVIATS PAR L'UNITÉ D'ÉVAPORATION

Les conditions d'exploitation de l'unité d'évaporation naturelle accélérée sont conformes à la réglementation en vigueur relative aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

En cas de flore interférente régulière, l'exploitant met en place une autre méthode d'analyse.

Afin de garantir l'unité d'évaporation contre toute éventuelle propagation d'agent pathogène, l'installation est équipée d'un système de désinfection en continu avec un mélange d'acide peracétique et de peroxyde d'hydrogène.

L'injection du bactéricide, fongicide, virucide à base d'acide peracétique est réalisée dans chaque « lot » de lixiviats traité par l'installation d'évaporation.

L'exploitant rédige et tient à la disposition de l'inspection des installations classées, sur site, une procédure précisant les modalités du traitement décrit ci-dessus.

Des nettoyages hebdomadaires de l'ensemble de l'installation sont réalisés avec ce même mélange.

Tous les trimestres, l'ensemble de l'installation est vidangée et curée afin de récupérer les boues déposées en fond de cuve. L'ensemble de l'installation est ensuite rincée avant redémarrage et les boues sont stockées dans des big bags avant d'être évacués dans une filière autorisée pour les déchets dangereux.

- 167 -

L'exploitant enregistre tous les traitements effectués par biocide, toutes les opérations de nettoyage et de maintenance de l'installation dans un carnet de suivi qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées, sur site.

#### CHAPITRE 8.5 CENTRE DE TRANSFERT

##### ARTICLE 8.5.1 CONCEPTION DU CENTRE DE TRANSIT

Le centre de transfert est aménagé sur une aire étanche, lisse, construite en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs et aux abrasions.

À l'exception des déchets de verre, aucun stockage de déchets n'est autorisé pour l'activité de transfert. Les eaux pluviales et de ruissellement provenant de l'aire de la plate-forme seront traitées par un déshuileur déboureur qui fera l'objet d'un entretien semestriel.

##### ARTICLE 8.5.2 NATURE DES DÉCHETS ADMIS SUR LE CENTRE DE TRANSFERT

Les déchets admis sur le centre de transfert sont exclusivement des déchets ménagers et industriels destinés à des filières de valorisation :

- corps creux,
- corps plats,
- verre.

Les déchets dangereux définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement ainsi que les déchets liquides sont interdits sur le centre de transfert.

##### ARTICLE 8.5.3 ORIGINE DES DÉCHETS ADMIS SUR LE CENTRE DE TRANSFERT

Les déchets admis sur le centre de transfert proviennent des collectes sélectives du département de l'Oise.

##### ARTICLE 8.5.4 CONDITION D'ADMISSION SUR LE CENTRE DE TRANSFERT

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, la nature et la quantité de déchets, les modalités de transport, l'identité du transporteur et la destination finale du déchet.

Pour tout regroupement de déchet, l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés. Ces enregistrements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### ARTICLE 8.5.5 MODALITÉS D'EXPLOITATION

Il est interdit de déposer des déchets sur les aires d'attente ou de circulation.

Les sols sont maintenus propres, l'aire sera nettoyée avant la fermeture journalière ; elle sera désinfectée en tant que de besoin.

Le centre de transfert sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition à la disposition de l'inspection des installations classées pendant un an.

Tout dégagement d'odeurs devra être immédiatement combattu par des moyens efficaces.

##### ARTICLE 8.5.6 DURÉE DU TRANSFERT

Les déchets admis sur le centre de transfert doivent être évacués vers l'installation destinataire au plus tard 24 heures après leur admission.

- 168 -

Les déchets de verre doivent être évacués vers l'installation destinataire au plus tard un mois après leur admission.

L'exploitant est en mesure de justifier en permanence des évacuations à l'inspection des installations classées.

## TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder chaque année au moins à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement.

Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées pourront, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

## CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

### ARTICLE 9.2.1. AUTO-SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les paramètres à contrôler pendant les périodes d'exploitation et de suivi sont les suivants :

Équipement	Paramètre	Fréquence
Chaudière	Temps de fonctionnement	Mensuelle
	Débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O <sub>2</sub> )	Mensuelle
	Température	En continu
	Poussières	Annuelle
	SOx en équivalent SO <sub>2</sub>	
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>		
	CO	
	COVM	
Torchère	Temps de fonctionnement	Mensuelle
	Débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O <sub>2</sub> )	Mensuelle
	Température	En continu
	SOx en équivalent SO <sub>2</sub>	Annuelle
	CO	Annuelle
Évaporateur	Legionella pneumophila	Annuelle

En outre, l'exploitant procède à des analyses de la composition du biogaz capté, mensuelles pendant la période d'exploitation, semestrielles pendant la période de suivi, sur les paramètres suivants :

Paramètre
Débit
CH <sub>4</sub>
CO <sub>2</sub>
CO
O <sub>2</sub>
H <sub>2</sub> S
H <sub>2</sub>
H <sub>2</sub> O

-149

-150

#### ARTICLE 9.2.2. AUTO-SURVEILLANCE DES EAUX DE RUISSELLEMENT

Les eaux de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées et de lavage ou décrochage des roues des camions font l'objet d'une mesure en continu du pH et de résistivité.

Elles font l'objet d'une analyse trimestrielle pendant la période d'exploitation, semestrielle pendant la période de suivi, sur l'ensemble des paramètres pour lesquels une valeur limite a été fixée à l'article 4.4.9 du présent arrêté. En cas d'anomalie, les paramètres fixés à l'article 4.4.9 ci-dessus sont également analysés.

La mesure en continu du pH et de la résistivité permet d'alerter l'exploitant en cas de détection de paramètres anormaux. L'exploitant fixera les seuils au-delà desquels la vanne d'isolement sera fermée. Ces seuils sont justifiés auprès de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 9.2.3. AUTO-SURVEILLANCE DES EAUX DE DRAINAGE

Les eaux de drainage font l'objet d'un suivi systématique avant rejet du pH et de la résistivité. Avant chaque rejet dans le milieu naturel, elles font l'objet d'une analyse systématique sur l'ensemble des paramètres pour lesquelles une valeur limite a été fixée dans le présent arrêté. En cas d'anomalie, ces paramètres sont également analysés.

#### ARTICLE 9.2.4. AUTO-SURVEILLANCE DES LIXIVIATS

Les lixiviats font l'objet d'un prélèvement dans les bassins de stockage donnant lieu à une analyse portant sur les paramètres suivants :

	Phase d'exploitation	Période de suivi
VOLUME	Mensuellement	Semestriellement
pH	Trimestriellement	Semestriellement
Conductivité	Trimestriellement	Semestriellement
Composition MES, COT, DCO, DBO <sub>5</sub> , hydrocarbures totaux, chlorure, sulfates, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), azote total, CN libres et phénols	Trimestriellement	Semestriellement

#### ARTICLE 9.2.5. BILAN HYDRIQUE

Les résultats relatifs aux opérations précitées sont enregistrés.

L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte les données mensuelles nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation, en particulier les données locales utiles (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force du vent,...) et les données propres à l'installation (quantités des lixiviats traités, les flux transitant par les bassins d'eaux internes, le niveau d'eau relevé dans les piézomètres, ...).

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Au vu de ces données, l'exploitant détermine au moins annuellement le bilan hydrique de l'installation. Dans ce bilan, il vérifie notamment l'efficacité des réseaux de drainage des lixiviats en fond de casiers.

#### ARTICLE 9.2.6. AUTO-SURVEILLANCE DES DÉCHETS

L'exploitant se conforme aux dispositions réglementaires relatives au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

#### ARTICLE 9.2.7. AUTO-SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant réalise un contrôle au moins tous les trois ans (3 ans) des niveaux sonores engendrés par les activités du centre de stockage, dans des conditions représentatives de celles-ci, notamment aux abords des habitations mentionnées à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 décembre 2011. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant trois ans. Le premier de ces contrôles est opéré au cours de la première année suivant la mise en exploitation du centre de stockage.

#### ARTICLE 9.2.8. AUTO-SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'autosurveillance des effets sur l'environnement consiste en un suivi de la qualité des eaux souterraines susceptibles au droit et à l'aval du site. Elle est opérée au moyen de cinq (5) piézomètres forés au diamètre minimal 200 mm, crépiné au diamètre 80 mm sur toute la hauteur de la nappe en hautes eaux. Ils ont les caractéristiques suivantes :

Puits	Localisation	Situation hydraulique	Altitude au sol (m NGF)	Profondeur (m)	Hauteur de tubage plein (m)	Hauteur de tubage crépiné (m)
Pz1	Nord-Est	Amont	146	59	33	26
Pz2	Sud-Est	Aval proche	106	19	5	14
Pz3	Sud	Aval proche	115	28	14	14
Pz4	Centre-Ouest	Aval proche	125	38	12	26
Pz5	Ouest	Aval éloigné	92	10	2	8

Les têtes des puits sont protégées par une margelle bétonnée conforme à la réglementation (épaisseur 0,30 m, rayon 1 m) et par un tube métallique muni d'un capot cadenassé dépassant d'au moins 1 m de la surface du sol.

Compte-tenu de la circulation d'engins lourds sur les zones d'implantation des piézomètres, une protection supplémentaire est mise en place sur ces derniers, sous la forme d'un ouvrage bétonné d'au moins 1 m de diamètre et 1 m de hauteur de type « buse de puits » ou d'une petite construction en parpaings de 1 m de côté.

En cas de dégradation, l'ouvrage en cause est remplacé.

Des prélèvements aux fins d'analyses sont opérés, conformément aux normes applicables, par un intervenant spécialisé extérieur à la société exploitante. Une analyse de référence sera effectuée après réalisation des ouvrages et communiquée à l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'échantillons ont lieu la même semaine, dans tous les piézomètres, deux fois par an au moins, au mois d'avril et au mois d'octobre. Ils s'accompagnent d'un relevé de la piézométrie rapportés au NGF.

Les analyses portent sur les paramètres suivants :

Hauteur d'eau	
Paramètres physico-chimiques	pH
	potentiel d'oxydoréduction
	résistivité
	conductivité
	métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn)
	NO2-
	NO3-
	NH4+
	SO4 <sup>2-</sup>
	NTK
	Cl-
	PO4 <sup>3-</sup>
	K+
	Ca2+
	Mg2+
	DCO
	MES
COT	
AOX	
PCB	
HAP	
BTEX	
Paramètres biologiques	DBO5
Paramètres bactériologiques	Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, pour le paramètre en cause au moins, les prélèvements et analyses d'auto-surveillance seront renouvelés. Si la dégradation est confirmée un plan d'action renforcé est mis en place, sans délai, à l'initiative de l'exploitant afin de revenir à la normale. S'il y a lieu, l'admission des déchets suspectés d'être à l'origine du désordre sera suspendue. Le plan d'action est communiqué au préfet et à l'inspecteur des installations classées dès son élaboration.

Un relevé à fréquence mensuelle sur le Pz4 sera effectué afin de connaître précisément les fluctuations du niveau de nappe.

## CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

### ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application notamment de son programme d'auto-surveillance en application du présent chapitre, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

### ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO-SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque semestre un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au présent chapitre. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées, des modifications éventuelles du programme d'auto-surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé au préfet avant la fin du mois suivant le semestre écoulé.

L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

### ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO-SURVEILLANCE DES DÉCHETS

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

### ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.7 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

-153

-156

## CHAPITRE 9.4. BILANS PÉRIODIQUES

### ARTICLE 9.4.1 BILAN ET RAPPORT ANNUEL

Un rapport annuel d'activité est en outre établi et transmis au préfet avant le 31 mars de chaque année. Ce rapport comporte une synthèse des informations prévues au présent arrêté, notamment celles relatives aux opérations de contrôles et d'autosurveillance ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée (volume remblayé depuis le relevé topographique de l'année précédente, densité moyenne des déchets mis en place, volume restant à remblayer, bilan matériaux, causes et actions correctrices des éventuels dysfonctionnements constatés et effets de ces actions, ...). Ce bilan actualise le plan de phasage prévisionnel.

### ARTICLE 9.4.2 BILAN QUADRIENNAL

L'exploitant réalise le bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines prévue à l'article 9.2.4 ci-dessus. Il l'adresse au préfet au plus tard à la première date anniversaire de présent arrêté qui suit la période considérée. Au vu des résultats de ce bilan, les modalités de surveillance des eaux souterraines pourront être modifiées par arrêté complémentaire, conformément aux dispositions fixées à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

## CHAPITRE 9.5 REMISE EN ÉTAT DU SITE

### ARTICLE 9.5.1 TYPE DE RÉAMENAGEMENT

Le site est remis en état sous forme d'un dôme intégré de manière aussi naturelle que possible dans l'environnement local.

L'altitude maximale du sommet du dôme est au plus de 132,78 m NGF. Depuis son sommet, sa pente moyenne est d'environ :

- 1 % vers l'Ouest,
- 1 % vers l'Est,
- 1,7 % puis 21,7 % vers le Sud.

Après remodelage, le dôme est enherbé.

### ARTICLE 9.5.2 RYTHME

La remise en état des lieux est coordonnée à l'avancement des travaux d'exploitation. Elle est entamée au plus tard au cours de la troisième année d'exploitation. Pour chaque casier, elle est terminée au plus tard un an après la fin des stockages de déchets dudit casier.

## TITRE 10 – INFORMATION DU PUBLIC

### ARTICLE 10.1.1. DOCUMENTS D'INFORMATION

À la mise en exploitation de l'installation, l'exploitant adresse au maire de Moulin-sous-Touvent et à la commission de suivi de site du centre de stockage les documents précisés à l'article R. 125-2 du code de l'environnement. Il assure l'actualisation de ce dossier chaque année au moins. Pour les actualisations, il mentionnera en particulier :

- le descriptif de l'évolution des activités,
- les impacts de l'installation sur l'environnement et les mesures prises pour les limiter,
- une synthèse de la nature, la quantité et la provenance des déchets reçus,
- la quantité et la composition des lixiviats collectés,
- la qualité des eaux souterraines et des eaux de ruissellement,
- le descriptif des incidents survenus au cours de l'année écoulée avec l'indication des causes et les moyens mis en œuvre pour y remédier ou y faire face,
- les courriers administratifs relatifs à la gestion du site,
- les arrêtés complémentaires.

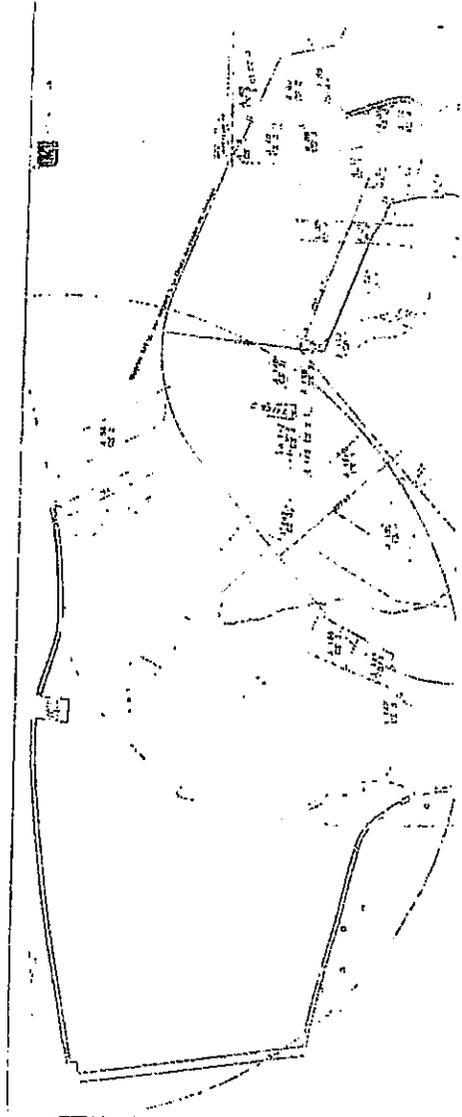
### ANNEXES

- I - Prescriptions à l'arrêté complémentaire
- II - Plan représentant le périmètre d'éloignement de 200 m
- III - Plan d'implantation du bassin de stockage des lixiviats et du système de récupération du biogaz
- IV - Plan d'implantation de la zone de traitement / entrée du site
- V - Plan d'implantation des bassins de stockage des eaux pluviales
- VI - Plan d'implantation des piézomètres

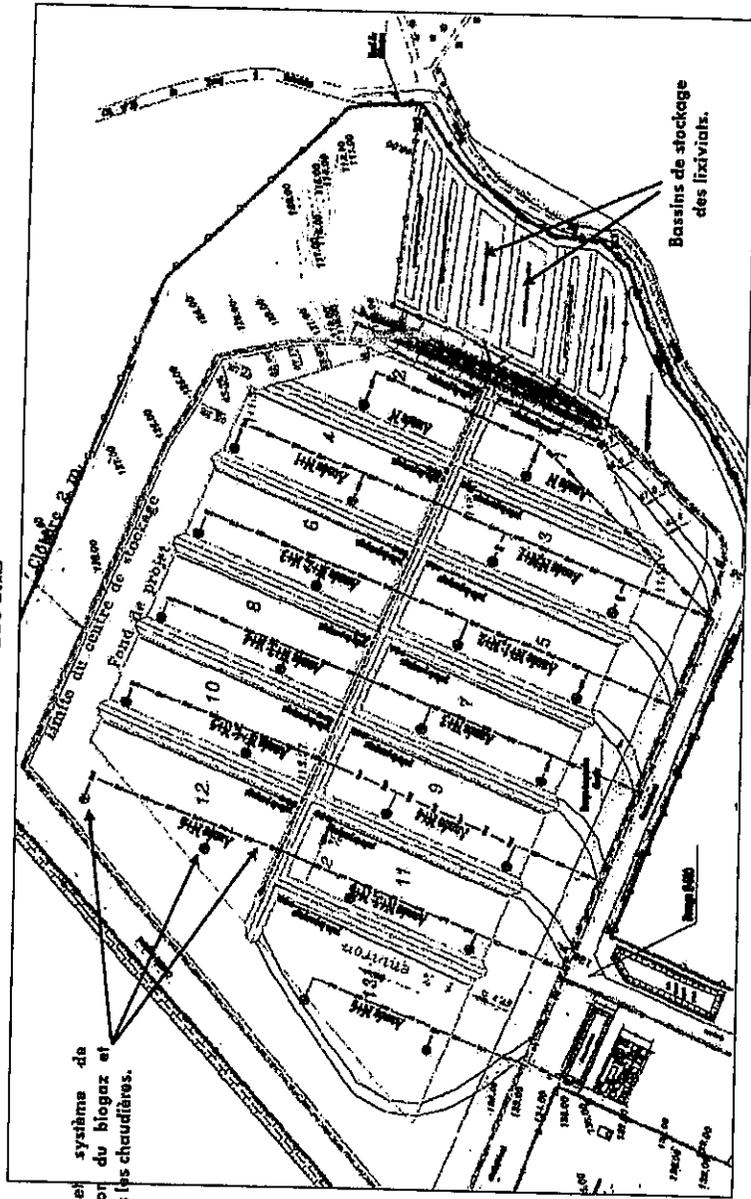
-155

-156

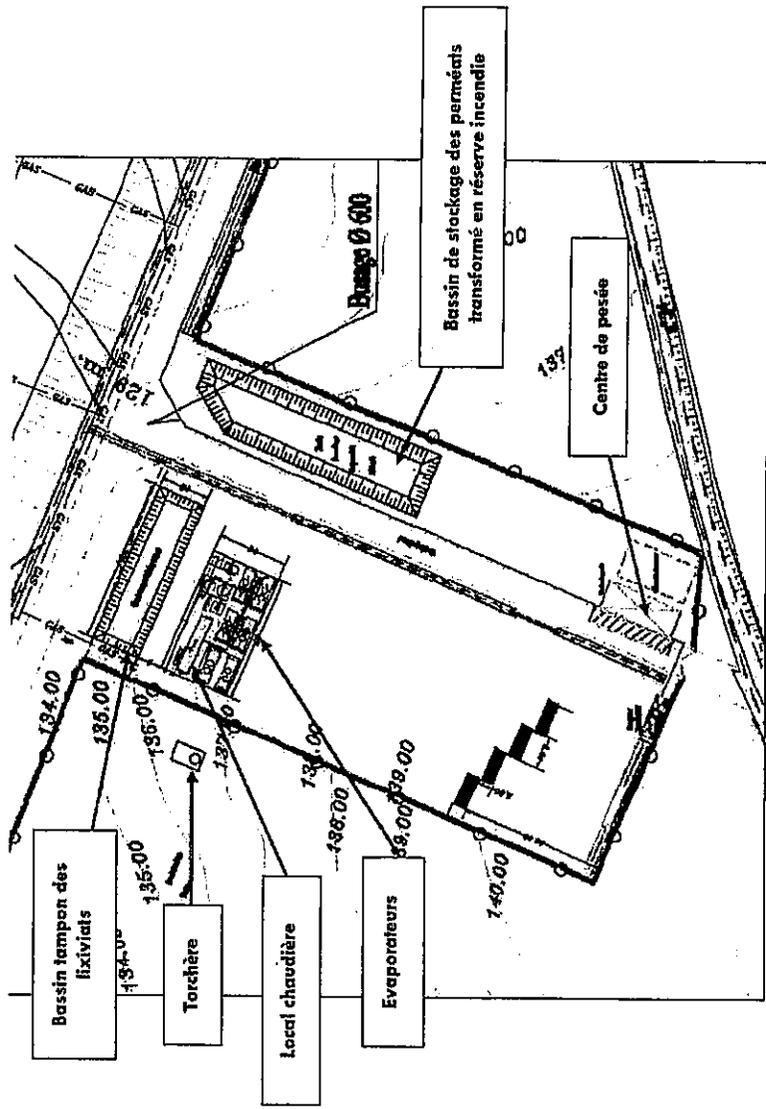
ANNEXE II - PLAN REPRESENTANT LE PERIMETRE D'ELOIGNEMENT DE 200 M



ANNEXE III - PLAN D'IMPLANTATION DU BASSIN DE STOCKAGE DES LIXIVIATS ET DU SYSTEME DE RECUPERATION DU BIOGAZ

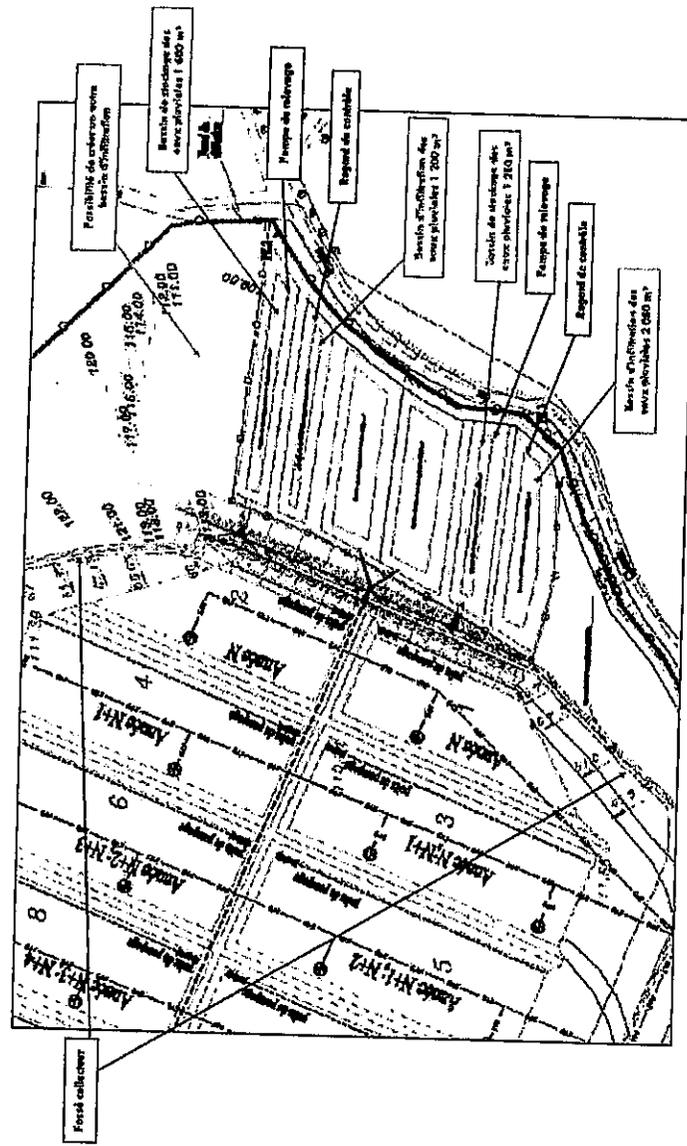


ANNEXE IV - PLAN D'IMPLANTATION DE LA ZONE DE TRAITEMENT / ENTRÉE DU SITE

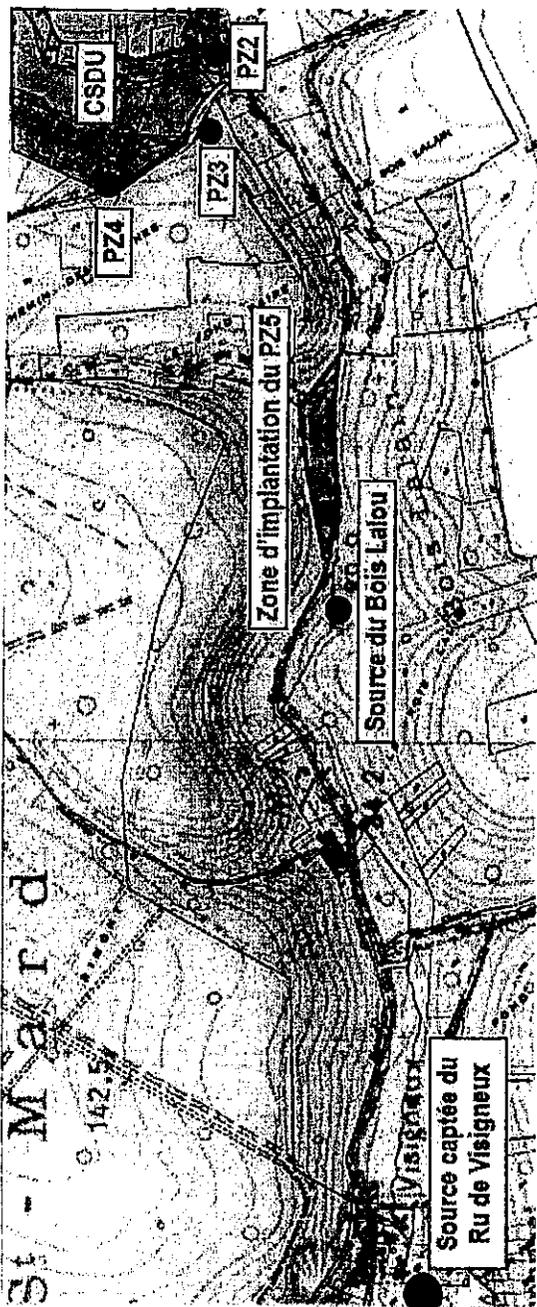


- J59

ANNEXE V - PLAN D'IMPLANTATION DES BASSINS DE STOCKAGE DES EAUX DE RUISSELLEMENT



- J60



-162-



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté complémentaire portant agrément du centre VHU exploité par la société ESCALE AUTO sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois.

AGRÈMENT n° PR 60 0000 1 D

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu le code de l'environnement et notamment les livres I<sup>er</sup> et V des parties législative et réglementaire, et particulièrement l'alinéa 5 de son article R.516-1 et son article R.515-37 qui dispose qu' : « en cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant en informe le préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. L'agrément est délivré dans les formes prévues par l'article R.581-45 ou R.512-46-22 de ce même code » ;
- Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage (VHU) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de l'alinéa 5 de l'article R.516-1 du code de l'environnement susvisé ;
- Vu les administratifs antérieurs réglementant le fonctionnement de l'installation de démontage de véhicules hors d'usage de la société ESCALE AUTO sur la commune de Crépy-en-Valois, route de Pierrefonds, à savoir l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 janvier 2006 et l'arrêté du 19 avril 2012 actualisant le classement administratif du site ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2012 portant agrément des installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage de la société ESCALE AUTO sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2017 mettant en demeure la société ESCALE AUTO de notifier sa demande de changement d'exploitant du centre de VHU exploité sur la commune de Crépy-en-Valois au titre des articles R.516-1 et R.515-37 du code de l'environnement ;
- Vu l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, extrait au 7 novembre 2014, délivré par le tribunal de commerce de Compiègne, attestant que le gérant de la société ESCALE AUTO est Monsieur TEPAZ Sylvain ;

- 162 -

Vu le courrier du 24 février 2017 de la direction départementale des territoires de l'Oise accusant réception de la lettre de Monsieur Sylvain TEPAZ du 3 février 2017 demandant un changement d'exploitant au titre des articles R.516-1 et R.515-37 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 janvier 2017 précité ;

Vu les documents joints à la demande susvisée ;

Vu le rapport et les propositions du 1<sup>er</sup> juin 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) émis lors de la séance du 28 juin 2017 ;

Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant par lettre du 11 juillet 2017 qui n'a émis aucune observation dans le délai réglementaire consenti ;

Considérant que la société ESCALE AUTO exploite une installation figurant à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de l'alinéa 5 de l'article R.516-1 du code de l'environnement précité ;

Considérant que l'article R.516-1 du code de l'environnement prévoit que le changement d'exploitant d'une installation visée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 est soumis à autorisation préfectorale et que la demande déposée à cet effet est instruite dans les formes prévues à l'article R.181-45 du même code ;

Considérant que les éléments fournis par la société ESCALE AUTO sont suffisants pour attester des capacités techniques et financières du nouvel exploitant des installations situées sur la commune de Crépy-en-Valois ;

Considérant qu'au regard des éléments transmis, la société ESCALE AUTO n'est pas soumise à l'obligation de constitution de garanties financières ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant de la société ESCALE AUTO n'appelle aucune observation de la part de l'inspection des installations classées et peut être actée par le présent arrêté, dans les conditions de forme prévues par l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article R.515-37 du code de l'environnement, de délivrer l'agrément à la société ESCALE AUTO, représentée par Monsieur Sylvain TEPAZ, suivant les formes prévues par l'article R.512-46-22 de ce même code ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1 :

Sous réserve du droit des tiers, la société ESCALE AUTO, représentée par Monsieur Sylvain TEPAZ, en sa qualité de gérant, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son site de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage implanté Route de Pierrefonds sur la commune de Crépy-en-Valois.

Les arrêtés préfectoraux des 9 janvier 2006 et 19 avril 2012 restent applicables à la société ESCALE AUTO.

### ARTICLE 2 :

L'agrément de la société ESCALE AUTO, dont le siège social et les installations sont situés route de Pierrefonds à Crépy-en-Valois (60800), propriété de Monsieur TEPAZ Sylvain, lui est délivré jusqu'au 2 janvier 2018 à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cet agrément l'autorise à exploiter un centre de véhicules hors d'usage assurant la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage.

Il lui est attribué le numéro d'agrément PR 60 0000 1D.

### ARTICLE 3 :

La société ESCALE AUTO est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 2 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

### ARTICLE 4 :

La société ESCALE AUTO est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

### ARTICLE 5 :

En cas de renouvellement du présent agrément, la société ESCALE AUTO adresse la demande au préfet de l'Oise au moins six mois avant la date de fin de validité.

### ARTICLE 6 :

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Crépy-en-Valois pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Crépy-en-Valois fera connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site internet "Les services de l'État dans l'Oise" ([www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)), notamment au recueil des actes administratifs ([www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales](http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales)), pendant une durée minimale d'un mois.

### ARTICLE 7 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- 1 : par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2 : par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

*163*

*164*

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Crépy-en-Valois, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 22 AOUT 2017

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

  
Blaise GOURTAY

Destinataires

Société ESCALE AUTO

Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

Monsieur le Maire de Crépy-en-Valois

Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/c de Monsieur le chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

**Cahier des charges annexé à l'agrément délivré le 22 août 2017 à la société ESCALE AUTO pour les installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois (60800).**

1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

- 165 -

- 166 -

- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement. Cette déclaration comprend :

- Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

6° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9° L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

10° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraissseurs.
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle disponible en annexe III de l'arrêté du 2 mai 2012). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

- 167

- 167

15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**relatif à la composition, aux attributions et au fonctionnement de la**  
**Délégation Inter-Services de l'Eau et de la Nature (DISEN) dans l'Oise**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié en dernier lieu par le décret n°2017-567 du 19 avril 2017 ;

VU le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin, modifié en dernier lieu par le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles, modifié en dernier lieu par le décret n°2015-1867 du 30 décembre 2015 ;

VU le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Didier MARTIN, préfet de l'Oise ;

VU l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 27 décembre 2016 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois-Picardie approuvé par M. le Préfet coordonnateur de bassin le 23 novembre 2015 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eaux côtiers normands approuvé par M. le Préfet coordonnateur de bassin le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;

VU l'arrêté du 28 mai 2008 portant création d'une délégation inter-services de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2010 portant création de la délégation inter-services de l'eau et de la nature dans le département de l'Oise ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2015 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Jean GUINARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Oise ;

VU l'arrêté du 7 janvier 2016 relatif à la délégation inter-services de l'eau et des milieux aquatiques, et nommant Jean GUINARD, délégué inter-services de l'eau et des milieux aquatiques ;

*MS*

*-170-*

VU la circulaire du 26 novembre 2004 relative à la déclinaison de la politique de l'État en département dans le domaine de l'eau et organisation de la police de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU la circulaire interministérielle du 22 mars 2006 relative à la mise en œuvre du décret n°2005-636 du 30 mai 2005 ;

VU la circulaire du 25 février 2009 relative au rapprochement des services de police environnementale, qui demande l'établissement d'une convention entre l'État, l'ONCFS et l'AFB, relative à la coopération en matière de polices de l'eau et de la nature ;

VU la circulaire du 12 novembre 2010 relative à l'organisation et à la pratique du contrôle par les services et établissements chargés de mission de police de l'eau et de la nature ;

VU la circulaire du 8 juin 2011 définissant la feuille de route 2011-2012 des services déconcentrés en matière d'aménagement, de logement et de nature ;

VU la circulaire du 11 février 2013 relative à la feuille de route des services déconcentrés dans le domaine de l'eau, de la biodiversité et des paysages pour la période 2013-2014 ;

VU l'avis du comité de pilotage de la DISEN du 19 juin 2017 ;

Considérant la nécessité de réviser l'arrêté du 23 juillet 2010 suite à l'évolution des structures et plus particulièrement à l'intégration de l'Agence Française de la Biodiversité (AFB) au sein de la DISEN de l'Oise ;

Considérant la nécessité d'intégrer au fonctionnement de la DISEN le respect des chartes relatives aux contrôles sur place en agriculture et en police de l'eau et de la nature. Ces documents ayant pour vocation d'améliorer la coordination entre les différents services de police et de rappeler le cadre réglementaire régissant les contrôles.

Considérant le besoin d'harmoniser les actions administratives et pénales des services de police de l'environnement en matière de préservation de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

## ARRÊTÉ

### Article 1 : Création de la délégation inter-services de l'eau et de la nature

Il est créé une Délégation Inter-Services de l'Eau et de la Nature (DISEN) dans le département de l'Oise qui développera son action en coordination avec celle définie par le préfet de la région Hauts-de-France, coordonnateur du bassin Artois-Picardie et le préfet de la région Île-de-France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie.

### Article 2 : Nomination du délégué inter-service de l'eau et de la nature

M. Jean GUINARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Oise est nommé délégué inter-services de l'eau et de la nature pour le département de l'Oise.

### Article 3 : Composition de la DISEN

Sous la présidence du préfet ou de son représentant, la DISEN est composée :

- des représentants des services de l'État suivants :

- la Direction Départementale des Territoires (DDT) de l'Oise ;
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) des Hauts de France ;
- la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE) ;
- le groupement de gendarmerie départementale de l'Oise ;
- la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) ;
- la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP) ;
- la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) des Hauts-de-France ;

- des représentants des établissements publics de l'État suivants :

- l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) ;
- l'Agence de l'eau Seine-Normandie-Secteur Vallée de l'Oise ;
- l'Agence de l'eau Artois-Picardie ;
- l'Agence Régionale de Santé (ARS) des Hauts-de-France ;
- l'Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS).

Peuvent également être invités à participer aux travaux des comités permanents de la DISEN :

- les représentants d'autres établissements publics ou services publics de l'État : Bureau des Recherches Géologiques et Minières (BRGM), Centre Régional de Propriété Forestières (CRPF), l'Office National des Forêts (ONF)... ;
- l'Établissement Public Territorial de Bassin Entente Oise-Aisne ;
- les chambres consulaires ;
- le conseil régional ;
- le conseil départemental ;
- les structures porteuses de schéma d'aménagement et de gestion des eaux ;
- la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques ;
- la fédération départementale des chasseurs ;
- des experts ou organismes compétents.

Les services de la Direction Départementale des Territoires qui composent la DISEN sont les Directions Territoriales, le Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt (SEEF), le Service de l'Aménagement et de l'Urbanisme (SAUE) et le Service d'Économie Agricole (SEA) pour la coordination des services concernant le volet agricole.

### Article 4 : Étendue de la délégation en matière de politique de l'eau et la nature

La délégation définit la politique de l'eau et de la nature dans le département. Celle-ci comporte notamment les axes suivants :

- identifier les enjeux départementaux de la gestion de l'eau et de la nature ;
- définir les orientations stratégiques des politiques de l'eau et de la nature dans le département ;
- élaborer un plan d'action opérationnel territorialisé (PAOT) dans les domaines de l'eau et la nature ;
- proposer la position de l'État dans les documents de planification (SDAGE, SAGE, contrats de rivière, etc.) ;
- proposer la position de l'État vis-à-vis des grands travaux ayant un impact sur l'eau, les milieux aquatiques et la nature ;

- 17h

- 17h

- veiller à l'articulation avec les politiques connexes : gestion des grands axes fluviaux, préservation des eaux littorales, installations classées au titre de la protection de l'environnement (ICPE), politique sanitaire, prévention des risques, aménagement foncier, urbanisme ;
- veiller à l'articulation de la politique de l'eau et de la nature dans les politiques sectorielles portées par les services de l'État, en particulier dans le domaine agricole ;
- évaluer la mise en œuvre de la politique de l'eau et de la nature de l'État dans le département ;
- organiser la communication et les échanges de données relatifs à l'eau et à la nature dans le département.

**Article 5 : Étendue de la délégation en matière de police de l'eau et de la nature**

Au titre de la coordination des polices de l'eau et de la nature, la DISEN est chargée d'élaborer, dans le cadre des orientations nationales et régionales, un plan de contrôle des polices de l'eau et de la nature qui inclut les actions de l'ensemble des services de la police concernés.

Ce plan de contrôle identifie, chaque année, les priorités de contrôle par thème et par secteur géographique, en déclinant les orientations stratégiques de la politique de l'eau et de la nature. Ce plan de contrôle, soumis à l'approbation du préfet, fait l'objet d'une concertation avec les procureurs de la République. En matière de police de l'eau, la délégation porte également sur l'instruction des procédures administratives ou judiciaires de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

Dans un objectif de concertation et de coordination des contrôles, ces derniers devront tant que possible être réalisés conjointement en particulier pour les contrôles du domaine agricole.

Dans la réalisation de ses contrôles, la DISEN respecte deux chartes :

- la charte du contrôle en police de l'eau et de la nature, validée par le comité permanent le 8 janvier 2016 ;
- la charte des contrôles sur place en agriculture, signée le 10 mars 2017 par le Préfet de l'Oise, la Chambre d'Agriculture de l'Oise, l'Agence Française de la Biodiversité, la Mutualité Sociale Agricole, l'Agence des Services et des Paiements des Hauts-de-France, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de l'Oise, les Jeunes Agriculteurs de l'Oise et la Coordination Agricole de l'Oise.

L'action de la DISEN s'appuie sur le protocole quadripartite d'harmonisation de la police administrative et de la politique pénale en matière de préservation de l'environnement, signé le 20 octobre 2014 entre les différents services de la DISEN et les procureurs de la République. Le protocole définit clairement les suites à donner aux infractions et leur articulation entre les parquets et les services de l'État.

**Article 6 : Comité d'orientation stratégique**

Le comité d'orientation stratégique, présidé par le Préfet ou son représentant, arrête les orientations stratégiques en matière de politique de l'eau et de la nature dans le département, définit le plan d'actions de la délégation, ainsi que le plan de contrôles inter-services de police de l'eau et de la nature.

Le comité d'orientation stratégique est réuni une fois par an au moins sur proposition du délégué inter-services.

Sont membres du comité d'orientation stratégique l'ensemble des services constitutifs de la DISEN et les procureurs représentant les parquets de Senlis, de Beauvais et de Compiègne.

**Article 7 : Animation générale de la DISEN**

Pour exercer sa mission, le délégué inter-services s'appuie sur :

- le chef du service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt (SEEF) de la DDT et le responsable du Bureau Police et Politique de l'Eau pour l'animation de la délégation et l'ensemble des agents de la DDT intervenant dans les domaines de l'eau et de la nature,
- l'ensemble des personnels de l'État chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature.

Un comité permanent réunit les représentants des services constitutifs de la DISEN trois à cinq fois par an. Le comité permanent a pour rôle de programmer des contrôles communs entre les différents services de l'État, de cibler les contrôles sur les enjeux et les orienter vers la résorption des situations non conformes à la réglementation, de faire le point sur les dossiers en cours, et d'élaborer le bilan annuel des contrôles.

**Article 8 : Mise en œuvre des décisions du comité stratégique**

Le délégué inter-services dispose d'une autorité fonctionnelle sur les parties de services concernés dans la limite des attributions de la délégation en matière de police de l'eau et de la nature. Dans ce cadre les directeurs mettent à la disposition du délégué, en tant que de besoin les compétences de leurs agents.

Des documents précisant les modalités pratiques de fonctionnement ou de participation à la délégation pourront être élaborés par le délégué inter-services en accord avec les chefs de service membres du comité d'orientation stratégique.

**Article 9 : Abrogation**

Le présent arrêté abroge et remplace :

l'arrêté du 23 juillet 2010 portant création de la délégation inter-services de l'eau et de la nature.

**Article 10 : Informations des tiers**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Oise.

**Article 11 : Exécution**

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté les services constitutifs de la DISEN cités à l'article 3 du présent arrêté ainsi que :

- le secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;
- la secrétaire générale adjointe en charge de l'arrondissement de Clermont ;
- les sous-préfets de Compiègne et Senlis ;

Copie du présent arrêté sera transmise :

- aux procureurs des tribunaux de Grande Instance de Beauvais, de Compiègne, de Senlis,

Fait à Beauvais, le **25 AOÛT 2017**

  
Didier MARTIN

- 173

- 172

PREFET DE L'OISE

Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 25 août 2015 portant création de la Commission de Suivi de Site (CSS) dans le cadre du fonctionnement du centre de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de Liancourt-Saint-Pierre

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2015 portant création de la Commission de Suivi de Site (CSS) dans le cadre du fonctionnement du centre de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de Liancourt-Saint-Pierre ;

Vu les actes administratifs réglementant les activités du centre de stockage de déchets non dangereux exploitées par la société SUEZ France sur le territoire des communes de Liancourt-Saint-Pierre, Lierville et La Villetertre ;

Vu le courriel du 7 septembre 2017 par lequel Mme Christine Bayard, directeur Activité Stockage Hauts de France, informe qu'elle remplace Mme Florence Bruyat-Korda, en qualité de membre titulaire représentant la société SUEZ FRANCE, et qu'aucun suppléant n'est désigné ;

Considérant la nécessité de modifier l'arrêté préfectoral du 25 août 2015 précité ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

## A R R Ê T E

### Article 1<sup>er</sup> :

La commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement du centre de stockage de déchets non dangereux situé à Liancourt-Saint-Pierre, Lierville et Lavilletertre est modifié ainsi qu'il suit :

### Collège "administrations de l'État" :

- ✓ le Préfet ou son représentant,
- ✓ le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France ou son représentant, inspecteur de l'environnement,
- ✓ le Directeur départemental des territoires de l'Oise ou son représentant,
- ✓ le Directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ou son représentant,

### Collège "Élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération territoriale concernés"

- ✓ M. Edouard Courtial, Président du conseil départemental de l'Oise ou sa représentante Mme Sophie Levesque,
- ✓ M. Gérard Lemaître, Président de la communauté de communes du Vexin-Thelle ou son représentant,
- ✓ M. Sylvain Le Chatton, Maire de Liancourt-Saint-Pierre ou M. Stephen Hopkins, son suppléant,

- ✓ M. Pierre de Chezelles, Maire de Lierville ou M. Wladyslaw Gronostaj, son suppléant,
  - ✓ M. Hervé Desein, Maire de La Villetertre ou M. Georges-Marc Guillaume, son suppléant,
  - ✓ M. Cyrille Rousseau, Conseiller municipal de Boubiers ou Mme Eliane Thiébaud, sa suppléante,
- Collège "Associations de protection de l'environnement ou rivières"

- ✓ Mme Sylvie Vezier, Administratrice du Regroupement des organismes de sauvegarde de l'Oise (ROSO), ou M. Franck Deboise, Vice-président du ROSO, son suppléant,
- ✓ M. Jacques Léraillé, Président de l'association les Amis du Bochet ou M. Pierre Chataigné, son suppléant,
- ✓ M. Daniel Macron, représentant l'association de lutte pour l'environnement en Picardie ou le Président de l'association, M. Claude Aury, son suppléant,
- ✓ M. Michel Hénique, association les Amis du Vexin Français ou M. Philippe Capron, son suppléant,

### Collège "Exploitants d'installations classées pour laquelle la commission est créée"

- ✓ Mme Christine Bayard, directrice de l'Activité Stockage de la société SITA,
- ✓ M. Laurent Steiner, responsable du site de Liancourt-Saint-Pierre ou M. Sylvain Brissonnet, responsable "Travaux activité stockage",

### Collège "Salariés de l'installation classée pour laquelle la commission est créée"

- ✓ Mme Aline Peltier, responsable du suivi des installations de stockage de déchets non dangereux fermées, représentante du personnel ou M. Christophe Pétin, responsable maintenance activité stockage, représentant du personnel, son suppléant.

### Article 2 :

Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2015, les membres désignés sont nommés jusqu'au 25 août 2020.

### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise et fera l'objet d'un affichage en mairie de Liancourt-Saint-Pierre, Lierville et Lavilletertre.

### Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens.

### Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise, les maires de Liancourt-Saint-Pierre, Lierville et Lavilletertre sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beauvais, le 12 SEP. 2017

Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général



Blaise GOURTAY

- 178 -

- 176 -

Destinataires

M. le Directeur de la société SUEZ France  
 M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France  
 M. l'inspecteur de l'environnement  
 S/c de M. le Chef de l'unité départementale Oise de la DREAL  
 M. le Président du conseil départemental de l'Oise  
 M. le Directeur général de l'agence régionale de santé de la région Hauts-de-France  
 M. le Directeur départemental des territoires de l'Oise  
 M. le Président des Amis du Bochet  
 M. le Président de l'association des Amis du Vexin Français  
 M. le Président départemental de l'association de lutte pour l'environnement de Picardie  
 M. le Président de la communauté de communes du Vexin Thelle  
 M. le Maire de Liancourt Saint-Pierre  
 M. le Maire de Ljerville  
 M. le Maire de La Villette  
 M. le Maire de Boubiers



PREFET DE L'OISE

Arrêté portant ouverture d'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite,  
 à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière,  
 dénommé AUTO ECOLE OGET  
 situé 2 rue Christine 60340 SAINT LEU D'ESSERENT

LE PREFET DE L'OISE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et R.213-2 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2016 donnant délégation à M. Jean GUNARD, ingénieur général des ponts, des eaux et forêts, directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

Considérant la demande présentée par M. OGET Jean-Paul, en qualité de représentant légal, le 4 juillet 2017, en vue d'être autorisé à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** – M. OGET Jean-Paul, en qualité de représentant légal, est autorisé à exploiter, sous le N° E 17 060 00060 un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AUTO ECOLE OGET 2 rue Christine 60340 SAINT LEU D'ESSERENT

**Article 2** – Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

**Article 3** – L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations pour les catégories de permis suivantes :

**B / B1 / AM / A1 / A2 / A /**

- 177

- 178



PREFET DE L'OISE

**Article 4** – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5** – En cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6** – Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté au moins deux mois avant la date de prise d'effet de la modification.

**Article 7** – L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté susvisé.

**Article 8** – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la direction départementale des Territoires.

**Article 9** – Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- un recours gracieux auprès de mes services,
- un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la sécurité routière,
- un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif. Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif.

**Article 10** – Le directeur départemental des Territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le – 8 AOUT 2017

Pour le préfet,  
et par délégation,  
pour le directeur départemental des Territoires  
le responsable du service de la sécurité, de l'expertise  
et des crises

  
J. HETZEL

Arrêté de cessation d'exploitation d'un établissement d'enseignement de la conduite à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AUTO ECOLE OGET situé 22 rue Coquerel 60340 SAINT LEU D'ESSERENT

LE PREFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la route, notamment ses articles L. 213-5 et R. 213-8 ;

Vu l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté de renouvellement préfectoral du 1 décembre 2014 autorisant Monsieur OGET Jean-Paul à exploiter l'établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AUTO ECOLE OGET situé 22 rue Coquerel 60340 SAINT LEU D'ESSERENT

Considérant le changement de local ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires,

### ARRÊTE

**Article 1** – L'arrêté préfectoral du 1 décembre 2014 relatif à l'agrément N° E 04 060 0990 délivré à Monsieur OGET, pour exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, situé 22 rue Coquerel 60340 SAINT LEU D'ESSERENT sous la dénomination AUTO ECOLE OGET est abrogé.

**Article 2** – La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité. Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en s'adressant au bureau éducation routière.

**Article 3** – Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- un recours gracieux auprès de mes services,
- un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la sécurité routière
- un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif. Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 4 – Le directeur départemental des Territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.



LE PREFET DE L'OISE

Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AUTO ECOLE FRANCAISE DE CONDUITE 2  
5 rue Corréus 60000 BEAUVAIS

LE PREFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Fait à Beauvais, le – 8 AOUT 2017

Pour le préfet,  
et par délégation  
pour le directeur départemental des Territoires,  
le responsable du service de la sécurité, de l'expertise  
et des crises

  
J. HETZEL

Vu le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 et R. 213-2 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2016 donnant délégation à M. Jean GUINARD, ingénieur général des ponts, des eaux et forêts, directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

Considérant la demande de renouvellement présentée par Mme. SEGUIN Isabelle née HOUY en date du 13 juillet 2017 relative à l'exploitation de son établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires :

**A R R E T E**

Article 1er – Mme SEGUIN Isabelle est autorisée à exploiter, sous le n° E 12 060 49780 un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AEFC 2 situé 5 rue Corréus 60000 BEAUVAIS

Article 2 - Cet agément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois au moins avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 3 - L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

DDT de l'Oise – 2 Boulevard Amyot d'Inville - BP 317- 60021 BEAUVAIS CEDEX  
Téléphone : 03 44.06.50.01 – Télécopie : 03.44.06.50.01  
Courriel : [ddt@oise.gouv.fr](mailto:ddt@oise.gouv.fr) Site Internet : [www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)

- 182

- 182

PRÉFET DE L'OISE

DÉPARTEMENT DE L'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

ARRÊTÉ Modificatif

---

Réglementant temporairement la circulation durant les travaux de création de six bassins étanches, entre le PR 56+350 et le PR 61+500 de l'autoroute A1, assurant le traitement de la pollution chronique et le confinement d'une pollution accidentelle.

Le Préfet de l'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juin 2017 réglementant temporairement la circulation durant les travaux de création de six bassins étanches, entre le PR 56+350 et le PR 61+500 de l'autoroute A1, assurant le traitement de la pollution chronique et le confinement d'une pollution accidentelle ;

Vu la demande faite par la Sanef le 07 septembre 2017 sollicitant une modification des dates de réalisation des travaux autorisés par l'arrêté préfectoral initial précité ainsi que l'adaptation des phasages en fonction du trafic prévisible pendant ces périodes de travaux ;

Considérant que ce chantier est un chantier « non courant » au sens de la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national ;

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers, ainsi que celles des agents des entreprises chargés des travaux, il convient de réglementer la circulation et le stationnement au droit de l'emprise du chantier ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires ;

ARRETE

---

#### ARTICLE 1

Par dérogation aux articles n° 3, 4, 6, 9 et 10 de l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 12 septembre 1996 pour le département de l'Oise, les travaux de création de six bassins étanches, entre le PR 56+350 et le PR 61+500 de l'autoroute A1, assurant le traitement de la

-B/B1

Article 4 - Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 - En cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 - Pour toute transformation du local d'activité, tout changement de directeur pédagogique, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 - L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 8 - Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la direction départementale des Territoires.

Article 9 - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- un recours gracieux auprès de mes services,
- un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la sécurité routière,
- un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

-Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif. Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 10 - Le directeur départemental des Territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le - 8 AOUT 2017

Pour le préfet,  
et par délégation,  
pour le directeur départemental des Territoires  
le responsable du service de la sécurité, de l'expertise  
et des crises



J. HETZEL

pollution chronique et le confinement d'une pollution accidentelle seront autorisés jusqu'au 22 décembre 2017.

#### Dérogation à l'article n°3

Les balisages de chantier resteront en place jour et nuit pendant la durée du chantier, y compris les samedis et les dimanches, les jours fériés et les jours dits « hors chantiers ».

Les dérogations aux articles 4, 6, 9 et 10 restent inchangées.

#### ARTICLE 2

Les plannings prévisionnels de chaque phase défini dans l'arrêté du 15 juin 2017 sont modifiés comme suit :

##### Sens Paris vers Lille

**Phase 1 :** Cette zone se situe entre le viaduc de l'Oise et la RD123 au droit de l'accès de service au PK 56.5 et du lieu-dit « Le Moulin de la Plaine ».

**Planning prévisionnel :** du 03/07/2017 au 15/09/2017 (10 semaines de balisage lourd (SMV))  
**Restrictions :** Neutralisation de la BAU et Voie Lente du PR 53+600 au PR 57+200 sens Paris Lille avec réduction de la vitesse de circulation à 110 km/h (vitesse abaissée à 90km/h au droit du diffuseur)  
Les accès au chantier s'effectueront soit par les accès de service soit par des accès aménagés dans la zone neutralisée.  
La circulation s'effectuera sur les voies laissées libres à la circulation. La vitesse sera limitée à 110km/h et il sera interdit de doubler aux poids lourds.

**Phase 2 :** Cette zone se situe entre le futur bassin BTC 58.55-1 à créer et le passage inférieur avec les voies ferrées.

**Planning prévisionnel :** du 18/07/2017 au 06/10/2017 (7 semaines de balisage lourd (SMV)).

**Restrictions :** Neutralisation de la BAU et de la Voie Lente du PR 57+600 au PR 60+100 sens Paris Lille avec réduction de la vitesse de circulation à 110 km/h (vitesse abaissée à 90km/h au droit du diffuseur)  
Les accès au chantier s'effectueront soit par les accès de service soit par des accès aménagés dans la zone neutralisée.  
La circulation s'effectuera sur les voies laissées libres à la circulation. La vitesse sera limitée progressivement à 110km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de doubler aux poids lourds.

**Phase 3 :** Cette zone se situe entre le passage supérieur avec la RD200 et le passage supérieur avec la RD155. Elle comprend :

**Planning prévisionnel :** du 11/09/2017 au 30/10/2017 (7 semaines de balisage lourd (SMV)).

**Restrictions :** Neutralisation de la BAU et de la Voie Lente du PR 57+600 au PR 58+700 sens Paris Lille avec réduction de la vitesse de circulation à 110 km/h (vitesse abaissée à 90km/h au droit du diffuseur)  
Les accès au chantier s'effectueront soit par les accès de service soit par des accès aménagés dans la zone neutralisée.  
La circulation s'effectuera sur les voies laissées libres à la circulation. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de doubler aux poids lourds.

**Phase 4 :** Cette zone se situe au nord du passage supérieur avec la RD155 au droit du futur bassin BTC 58.55-1 à créer.

**Planning prévisionnel :** du 18/09/2017 au 15/11/2017 (12 semaines de balisage lourd (SMV))

**Phase 5 :** Cette zone se situe entre le passage inférieur au droit des voies ferrées et le passage supérieur avec la LGV au droit de la RD13.

**Planning prévisionnel :** du 09/10/2017 au 30/11/2017 (8 semaines de balisage lourd (SMV)).

**Phase 6 :** Cette zone se situe au droit de l'accès de service sur la RD13 face à l'Aire de repos de Longueil-Sainte-Marie.

**Planning prévisionnel :** du 16/10/2017 au 30/11/2017 (7 semaines de balisage lourd (SMV))

**Phase 7 :** Cette zone se situe entre le viaduc de l'Oise et la bretelle de sortie Paris-péage.

**Planning prévisionnel :** du 13/11/2017 au 04/12/2017 (3 semaines de balisage lourd (SMV)).

##### Sens Lille vers Paris

**Phase 1 :** Cette zone se situe entre le viaduc de l'Oise et la RD123 au droit de l'accès de service au PK 56.5 et du lieu-dit « Le Moulin de la Plaine ».

**Planning prévisionnel :** du 03/07/2017 au 15/09/2017 (10 semaines de balisage lourd (SMV)).

**Phase 2 :** Cette zone se situe entre le futur bassin BTC 58.55-2 à créer et le passage inférieur avec les voies ferrées.

**Planning prévisionnel :** du 18/07/2017 au 06/10/2017 (7 semaines de balisage lourd (SMV)).

**Phase 3 :** Cette zone se situe entre le passage supérieur avec la RD200 et le passage supérieur avec la RD155.

**Planning prévisionnel :** du 11/09/2017 au 30/10/2017 (7 semaines de balisage lourd (SMV)).

une nouvelle phase est introduite entre les phases 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2017. Les phases 4 à 6 de l'arrêté précité sont renumérotées.

**Phase 4 (nouvelle) :** Cette zone se situe entre la bretelle de sortie de Chevières et le Viaduc de l'Oise. Elle comprend :

Le cas échéant le déplacement ou la dépose de panneau de direction ou d'indication ou de police pouvant entraver la bonne exécution des travaux, la dépose et repose des glissières au droit des zones de travaux à réaliser depuis l'autoroute, les opérations de sciage en rive de chaussée, la réalisation d'une canalisation en rive de chaussée, en crête de remblai, à l'arrière des bourrelets existants, y compris le raccordement des bourrelets caniveaux existants au réseau de collecte créé, la réalisation de bordures en extrémité du viaduc pour collecte des eaux de surface le long de la chaussée vers le réseau

d'assainissement créé, la réalisation d'un caniveau béton couvert à l'arrière des bourrelets-caniveaux et des glissières existants en crête de remblai, y compris le raccordement des bourrelets-caniveaux existants au réseau de collecte créé, le rétablissement des dispositifs de retenue déposés ponctuellement ou non le long de la zone des travaux, la pose de panneau de signalisation de direction ou d'indication ou de police déposé ou déplacé en phase travaux ou préparatoire, la pose de plaquette de repérage d'ouvrage et la remise en état des lieux.

**Zone de travaux :** du PR 57+450 au PR 57+650 sens Lille Paris  
**Planning prévisionnel :** du 18/9/2017 au 20/10/2017 (5 semaines de balisage lourd (SMV)).  
**Restrictions :** Neutralisation de la BAU et de la Voie Lente du PR 58+900 au PR 57+350 sens Paris Lille avec réduction de la vitesse de circulation à 110 km/h (vitesse abaissée à 90km/h au droit du diffuseur)

Les accès au chantier s'effectueront soit par les accès de service soit par des accès aménagés dans la zone neutralisée.

**Phase 5 (ancienne phase 4) :** Cette zone au nord du passage supérieur avec la RD155 au droit du futur bassin BTC 58.55-2 à créer.

**Planning prévisionnel :** du 18/09/2017 au 15/11/2017 (12 semaines de balisage lourd (SMV)).

**Phase 6 (ancienne phase 5) :** Cette zone se situe entre le passage inférieur au droit des voies ferrées et le passage supérieur avec la LGV au droit de la RD13.

**Planning prévisionnel :** du 9/10/2017 au 30/11/2017 (7 semaines de balisage lourd (SMV)).

**Phase 7 (ancienne phase 6) :** Cette zone se situe au droit de l'extrémité sud de l'aire de repos de Longueil-Sainte-Marie au nord du passage supérieur avec la LGV.

**Planning prévisionnel :** du 16/10/2017 au 30/11/2017 (7 semaines de balisage lourd (SMV)).

**Autres dispositions :**  
Les aires de Chevrières, de Roberval Est et de Longueil Sainte Marie seront fermées durant plusieurs semaines en fonction des phases de travaux.

En complément de ces phases, des balisages légers pourront être mis en place en semaine afin de favoriser l'accessibilité aux zones de chantier :

Dans le sens Paris Lille : voie lente neutralisée du PR 53+600 au PR 61+600

Dans le sens Lille Paris : voie lente neutralisée du PR 62+300 au PR 56+300

La date de réalisation des travaux ci-dessus est donnée à titre prévisionnel et est susceptible d'être modifiée en fonction des intempéries et/ou des problèmes techniques du chantier.

### ARTICLE 3

Les dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral initial du 15 juin 2017 demeurent inchangées

### ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans le même délai.

### ARTICLE 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise,  
Monsieur le Directeur départemental des Territoires de l'Oise,  
Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Oise,  
Monsieur le Directeur du réseau Nord de la Sanef,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

A Beauvais, le ....1.4..SEP..2017...

Pour le préfet de l'Oise et par délégation,  
pour le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise et par délégation,  
le responsable du SSEC,

Jérémy HETZEL



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
 DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'OISE  
 Division Ressources  
 2, rue Molière - BP 80323  
 60021 BEAUVAIS CEDEX

Beauvais, le 7 juillet 2017

Pièce jointe : relevé de propriété  
 Affaire suivie par  
 patrick.descamps@dgifp.finances.gouv.fr  
 ☎ 03 44 79 54 07

**ATTESTATION**

Le Directeur départemental des finances publiques soussigné certifie inutile au fonctionnement du service, la parcelle de la commune de Noailles :

- cadastrée AC 24, sise au 29 rue de Paris, consistant en partie propriété bâtie (numéros invariants 0114652 G et 0114653 C) et propriété non bâtie, pour une contenance de 861 ca ;
- enregistrée sous le numéro CHORUS : 108 284 / 166 334.

Cet ensemble immobilier est remis au service France domaine.

Pour le Directeur départemental des finances publiques

Hervé POUYANNE  
 Administrateur des finances publiques

MINISTÈRE DE L'ACTION  
 ET DES COMPTES PUBLICS

189

**RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ**

Page 1 sur 1

ANCIEN NUMÉRO		N°		COM		NOAILLES		STAT PAYSANNE FRANCE DOMAINE		RUE DE PARIS		N°		RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°		N°	
N°		N°		N°		N°</													



PRÉFET DE L'OISE

Direction départementale des Finances Publiques  
de la Somme.

Le Préfet de l'Oise,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Par délégation, le Directeur départemental des Finances publiques de la Somme,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés, modifié par l'arrêté interministériel du 21 décembre 2007 ;

Vu l'arrêté du Préfet de l'Oise en date du 7 janvier 2016 accordant délégation de signature à M. Gilbert GARAGNON, Directeur départemental des finances publiques de la Somme, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, à la gestion et à la liquidation des successions en déshérence dans le département de l'Oise,

#### ARRÊTE

**Art. 1.** - La délégation de signature qui est conférée à M. Gilbert GARAGNON, Directeur départemental des finances publiques de la Somme par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 7 janvier 2016, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, à la gestion et à la liquidation des successions en déshérence dans le département de l'Oise, sera exercée par Mme Chantal TRUILLOT-BARSOU, administratrice des finances publiques, directrice chargée du pôle de la gestion publique, et par M. Jean-Charles PARIS administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division du domaine.

**Art. 2.** - Délégation de signature est accordée de manière permanente à M. Fabrice JACQUIN, inspecteur des finances publiques, pour l'ensemble des actes se rapportant aux domaines énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2016 susvisé.

**Art. 3.** - Délégation de signature est accordée de manière permanente aux fonctionnaires de catégorie B et C suivants, pour l'ensemble des actes se rapportant aux domaines énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2016 susvisé, à l'exception de la signature des comptes de gestion et des requêtes adressées aux tribunaux :

- Mme Julie CAGNON, contrôleuse des finances publiques ;
- Mme Marie-Christine CAILLEUX, contrôleuse des finances publiques ;
- Mme Sylviane JOURDIN, contrôleuse principale des finances publiques ;
- Mme Hélène LEMOS, contrôleuse des finances publiques ;
- M. Jean-Claude PLU, contrôleur des finances publiques ;
- Mme Nathalie QUENTIN, contrôleuse principale des finances publiques ;
- M. Stéphane BRAILLY, agent d'administration principal des finances publiques ;
- Mme Pascale CASADEI, agente d'administration des finances publiques.

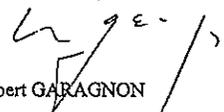
**Art. 4.** - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2016 et s'applique à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017.

**Art. 5.** - Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des Finances Publiques de la Somme.

Fait à Amiens, le 1<sup>er</sup> septembre 2017,

Pour le Préfet,

Le Directeur départemental des finances publiques,

  
Gilbert GARAGNON



PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté préfectoral relatif au régime d'ouverture au public  
du centre des finances publiques de CLERMONT  
et de la trésorerie de CLERMONT CHSI**

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Didier MARTIN, préfet de l'Oise ;

Vu les propositions du directeur départemental des finances publiques de l'Oise ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** Les horaires d'ouverture au public des services du centre des finances publiques de CLERMONT, sis 11 rue des sables à Clermont-de-l'Oise, sont modifiés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 :

- lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h45-12h15 et 13h30-16h00  
fermeture au public le mercredi

Sont concernés par cette modification le service des impôts des particuliers, le service des impôts des entreprises, le service de la publicité foncière et la trésorerie municipale.

**ARTICLE 2** : Les horaires d'ouverture au public de la trésorerie de CLERMONT CHSI, sise 5 rue Gérard Philippe à Clermont-de-l'Oise, sont modifiés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 :

- lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h00-12h00 et 13h00-15h30  
fermeture au public le mercredi

- 183

**ARTICLE 3** : Les documents destinés aux services de publicité foncière reçus les jours ou demi-journées où ces services ne sont pas ouverts physiquement au public sont traités dans les mêmes conditions que les jours d'ouverture au public.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise et le directeur départemental des finances publiques l'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Fait à Beauvais, le 13 SEP. 2017

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Blaise GOURTAY

- 184



PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté préfectoral relatif au régime d'ouverture au public  
de la trésorerie de BRETEUIL-CREVECOEUR**

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Didier MARTIN, préfet de l'Oise ;

Vu les propositions du directeur départemental des finances publiques de l'Oise ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les horaires d'ouverture au public de la trésorerie de BRETEUIL-CREVECOEUR, sise 1 rue Raoul Huchez à Breteuil, sont modifiés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 :

- lundi, mardi et jeudi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h00
- fermée au public les mercredi et vendredi

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise et le directeur départemental des finances publiques l'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Fait à Beauvais, le 18 SEP. 2017

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Blaise GOURTAY